

bimensuel
n° 31
22 JUIN 1978
5 ff 35 f.b 3 f.s

IRLANDE/interview
Bernadette Devlin

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

En réponse à un hebdomadaire soviétique

M. ELLEINSTEIN : combien d'années d'hôpital psychiatrique dois-je subir ?

LE DÉBAT AU SEIN DU P.C.F.

Des intellectuels communistes s'interrogent sur leur fonction dans le parti

Une cellule du PCF d'Aix s'explique publiquement

La direction du PC alourdit la condamnation des contestataires

ORGANE CENTRAL DU

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Human

PCF
QUE LES VEULENT
CONTESTATAIRES





INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

Abonnement
UN an
25 numéros



TARIFS

100 FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.
Par avion, USA et Canada :
30 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la
rédaction
Versement : libeller les chèques au
nom de Pascal Henri et les envoyer à
« Inprecor ».



Découper ce bulletin et le retourner à *Inprecor*
accompagné d'un chèque.
Boîte postale 57, 93 101 Montreuil/Cedex - France.

Sommaire

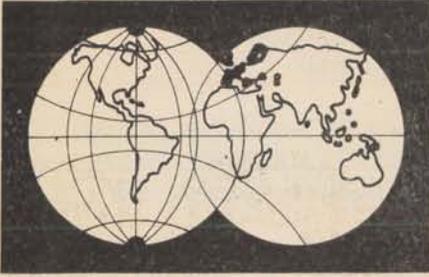
- page 3 **FRANCE**
PCF : que veulent les contestataires ?
Pierre Frank
- page 10 **IRLANDE**
Il nous faut construire un parti révolutionnaire
Une interview de Bernadette Devlin
- page 15 **Sur la répression en Irlande**
Pat Jordan
- page 16 **RFA**
La direction syndicale désavouée
au congrès du DGB
Winfried Wolf
- page 19 **FEMMES**
Avortement, contraception, droits des femmes,
Une nouvelle bataille est nécessaire
Jacqueline Heinen
- page 21 **IRAN**
7 ans derrière les barreaux
des prisons politiques du Shah
Un témoignage de Behrooz Haghi Magni'e
- page 24 **Appel de 32 prisonniers politiques de Tabriz**
- page 25 **NICARAGUA**
Le Front sandiniste et la crise de
direction révolutionnaire
Fausto Amador

NOM
 PRENOM
 ADRESSE

 PAYS

Inprecor, Boîte postale 57, 93 101 Montreuil/Cedex France
Directeur de publication : Jean-François Godchau

Imprimé par Rotographie (Montreuil). Tél : 808 23.28. Commission paritaire n. 59 117
Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les
articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.



France

PCF : que veulent les contestataires ?

Dire que la direction du PC ne voulait pas gagner les élections équivaut à dire que toute la campagne qu'elle a menée pendant plus de quinze ans pour l'Union de la gauche était de la frime et que, les élections passées, elle continue à défendre une politique dont elle ne veut pas assurer le triomphe.

Pierre FRANK

● La défaite électorale de l'Union de la Gauche a déclenché une crise dans chacun des deux grands partis ouvriers qui la composaient. Au sein du PS, elle n'a pas encore pris de formes aiguës. Par contre la crise du PCF atteint des dimensions inconnues jusqu'alors. Ce n'est pas en effet la première crise de ce parti depuis la fin de la guerre, c'est-à-dire depuis le moment où il est devenu prépondérant dans la classe ouvrière. Il a connu des crises lors de la rupture de Staline avec la Yougoslavie; lors de la révélation du rapport Krouchtchev au XXe Congrès du PC de l'URSS ainsi que lors des mouvements de la même année 1956 en Hongrie et en Pologne; lors de la guerre d'Algérie; lors de la guerre du Vietnam et de mai 68. Mais toutes ces crises avaient été relativement minimes; elles avaient affecté des intellectuels, des jeunes, d'anciens résistants, en un mot des couches peu nombreuses et plutôt périphériques du parti; la base ouvrière, notamment celle des militants de base de la CGT qui assurent l'influence de ce parti sur la classe ouvrière, n'était guère touchée par ces crises. Les problèmes qui provoquèrent ces crises engendraient tout au plus un malaise chez les militants ouvriers du PCF. La crise actuelle est à la fois plus étendue et plus profonde.

La politisation qui se développa après mai 68 aussi bien dans les entreprises que dans de nouveaux domaines sociaux ne manqua pas d'avoir des répercussions au sein

du PCF. Avec du retard et de façon bureaucratique, la direction céda du terrain sur quelques points, mais elle conserva largement son crédit du fait de la signature du pacte de l'Union de la gauche et du Programme commun: les travailleurs, en grande majorité, y voyaient une perspective politique réaliste à échéance relativement proche. Les critiques d'extrême-gauche étaient encore écoutées mais leur impact était devenu moins grand.

UN PROBLEME INATTENDU

Peu après la signature du pacte de l'Union de la gauche, la direction du PCF se trouva placée face à un problème qui allait à l'encontre de ses perspectives. Dans l'histoire de leurs rapports, PC et PS s'alliaient pour la troisième fois: la première fois en 1935 dans le Front populaire (alliance avec le Parti radical), la deuxième fois au lendemain de la guerre (tripartisme avec le MRP). L'Union de la gauche était la troisième alliance (avec les radicaux de gauche). Les deux premières expériences avaient mal fini pour les travailleurs; cependant, dans chacune, le PC avait grandi aux dépens du PS. Or, l'Union de la gauche n'allait pas donner le même résultat.

A la signature du pacte, en 1972, le PS était électoralement minoritaire par rapport au PC. Dès les élections législatives de 1973, le PS grandissait tandis que le PC ne pro-

gressait plus que lentement. Au Comité central de mai 1973, Marchais signala le fait et manifesta une certaine inquiétude. La même tendance se confirmait lors d'élections législatives partielles à l'automne 1974, et la direction du PC réagit pendant quelques semaines par des attaques violentes contre la direction du PS. Le PC était et reste toujours dominant dans les entreprises; mais pour qui a en vue une marche au socialisme par la voie parlementaire, la montée électorale du PS tandis que le PC piétinait, ne constituait pas un problème secondaire.

Les élections municipales de mars 1977 - un an avant les élections législatives - furent plus qu'un signal d'alarme pour la direction du PC: le parti avait bien gagné plusieurs municipalités importantes et fêtait extérieurement ces succès; mais il perdait des voix (en pourcentage) jusque dans de vieux bastions. Par contre le PS gagnait bien davantage en municipalités, en voix et apparaissait comme le premier parti de France. D'autre part, pour la première fois, l'extrême-gauche obtenait un score appréciable dans les quartiers ouvriers de grandes villes. Ainsi le PC reculait à la fois sur sa droite et sur sa gauche. La direction de ce parti se gardait bien de faire publiquement le bilan de ces élections.

L'UNION DE LA GAUCHE SE DECHIRE

C'est peu après les élections municipales que les rapports entre le PS et le PC commencèrent à se dé-

térieur. La direction du PS, se croyant d'autant plus certaine de la victoire aux élections de 1978 que giscardiens et chiraquiens se querelaient publiquement, ne songea qu'à attirer davantage de couches petites-bourgeoises en mettant de l'eau dans son vin déjà bien pâle. La direction du PC, visant à la fois à enrayer la montée du PS et à réduire les positions de l'extrême-gauche, donna une apparence «gauche» à sa politique. Elle reprocha au PS ses avances aux couches petites-bourgeoises, ignorant dans la foulée sa propre politique antérieure en direction des techniciens, cadres, etc. et donnant à sa propagande un tour misérabiliste - les pauvres contre les riches. A partir du mois de septembre 1977, à six mois de l'échéance électorale, la propagande du PC fut essentiellement dirigée contre son «allié», sous une forme et en des termes qui ne pouvaient que heurter les membres du PS, même ceux qui avaient des positions critiques par rapport à leur direction. La direction du PC laissait même planer la menace d'un refus de désistement pour le second tour. Au lendemain du premier tour, une grossière comédie entre les directions des deux partis aboutissait à un «accord» dont personne n'était dupe. On connaît les résultats de mars 1978. Le PC ne mordait pas sur l'extrême-gauche, il subissait un léger recul de voix en pourcentage bien que l'âge pour être électeur ait été abaissé de 21 à 18 ans; le seul «succès» du PC était d'avoir limité la croissance électorale du PS. On a dit que la direction du PC a voulu la défaite, soit par ordre de Moscou, soit pour rester dans l'opposition dans cette période de crise économique. Ces explications ne tiennent pas. Il y a certes des liens entre la direction du PC et le Kremlin, mais ils ne sont pas du tout la subordination d'antan et les rapports entre le PC et Moscou sont même conflictifs dans certains domaines. Dire que la direction du PC ne voulait pas gagner les élections équivaut à dire que toute la campagne qu'elle a menée pendant plus de quinze ans pour l'Union de la gauche était de la frime et que, les élections passées, elle continue à défendre une politique dont elle ne veut pas assurer le triomphe. La réalité est que la direction du PC voulait la victoire électorale de l'Union de

DEUX ANS ET DEMI APRES LE XXIIème CONGRES

En résumé, position de classe, mise en œuvre d'une théorie véritablement scientifique, efficacité de son organisation démocratique, unité, combativité - voilà les traits qui font de notre Parti un parti d'avant-garde. Et c'est à chaque instant qu'il en fait la preuve devant les travailleurs.

Par exemple, qu'a fait notre Parti quand, il y a 18 mois, le pouvoir a cherché à réaliser l'union sacrée autour de sa politique d'austérité ? Il a affirmé que ce qui était bon pour le grand capital était nécessairement mauvais pour les travailleurs. Il ne s'est pas laissé prendre aux apparences ni aux plaidoyers du pouvoir giscardien; il a immédiatement désigné les causes et les responsables de la crise. Il n'a pas donné le visage d'un parti dont tel membre dit une chose pendant qu'un autre écrit le contraire. Il a immédiatement appelé à la lutte. Grâce à sa lucidité et à sa combativité, les luttes se sont développées, l'union s'est renforcée, le rapport de forces a continué d'évoluer en faveur du mouvement démocratique. Où en serait-on aujourd'hui, de tous ces points de vue, sans le Parti communiste ?

IL FAUT UN PARTI COMMUNISTE PLUS FORT, PLUS INFLUENT, PLUS ACTIF

Tout le montre décidément : pour sortir le pays de la crise, pour défendre aujourd'hui la cause des travailleurs et pour la faire triompher demain, pour battre aujourd'hui la grande bourgeoisie et pour l'empêcher de remettre en cause demain les choix démocratiques de notre peuple, il faut un Parti communiste plus fort encore, plus influent et plus actif. C'est la condition décisive pour la victoire du socialisme en France.

(Rapport du Comité central
présenté par Georges Marchais,
Février 1976)

« *Le socialisme pour la France* »,
page 138 (Editions sociales).

Le moins qu'on puisse dire est que cette appréciation politique sur le rapport de forces entre les classes, sur les luttes impulsées par le PC, sur l'unité du parti, sur le renforcement de l'union... mérite d'être rediscutée avec des arguments autres que ceux « c'est la faute au PS »... !

la gauche, mais pas dans n'importe quelles conditions. Deux éléments qu'il ne faut pas oublier pèsent lourd dans ses déterminations. D'abord, le PC a été pendant près de quinze ans le parti de loin hégémonique dans la classe ouvrière et il ne s'accomode pas d'une situation, fût-elle électorale, où le PS le dépasserait. Il ne s'en accomode pas parce qu'elle met en cause l'ensemble de sa perspective, à savoir celle du PC, seul parti de la classe ouvrière, assurant par des alliances dites de classe l'Union de la gauche et l'Union du peuple français et, ainsi, grâce à des victoires électorales, des changements profonds qui conduisent au socialisme. La croissance du PS se poursuivant mettrait en cause cette perspective, car la direction du PC garde également en mémoire l'expé-

rience de 1947 où c'est un président du Conseil, socialiste, Ramadier, qui a chassé les communistes du gouvernement; il redoutait que la chose ne se reproduise avec la bénédiction de Giscard. Il voulait donc rétablir un bon rapport de forces avec le PS; c'était son objectif premier au risque de perdre les élections.

LA CRISE ECLATE ET SE POURSUIT

Dès que la direction du PC engagea en septembre 1977 une bataille acharnée contre le PS, des voix se firent entendre dans le parti qui, sans défendre les socialistes, n'approuvaient pas la forme donnée à la bataille. Au lendemain des élections, la crise éclata avec force. Ce

n'était plus comme par le passé seulement des couches périphériques qui subissaient un choc sur une question éloignée des préoccupations immédiates de la grande majorité du parti; tous les membres du parti avaient participé depuis des années à la lutte pour l'Union de la gauche, ils avaient perçu que la campagne anti-PS était incomprise des masses. Ils avaient eu pendant cinq ans au moins une perspective politique qu'ils avaient presque touché du doigt, et tout d'un coup elle disparaissait sans que rien d'autre ne lui soit substitué. Ajoutons que certaines indiscretions permettaient de penser que le Bureau politique n'avait pas été unanime sur la politique à suivre à l'égard du PS. Une discussion dans le parti était inévitable.

Mais la direction lui donna une forme qui ne pouvait qu'exaspérer tous ceux qui avaient des critiques à formuler. Elle renvoya la tenue du CC à environ cinq semaines, disant que chacun pouvait s'exprimer dans ses organismes (cellules, sections), qu'il n'y aurait aucune sanction, mais elle refusa l'ouverture de « tribunes libres » dans la presse du parti et stoppa les rédactions des journaux où se trouvaient formulées des critiques. Ceux qui voulaient s'adresser aux membres de leur parti n'hésitèrent pas alors à se tourner vers une presse extérieure au parti, d'autant plus que le Bureau politique affirmait d'entrée que « *le PCF ne porte aucune responsabilité dans cette situation* » (20 mars), rejetant la pleine responsabilité sur les dirigeants socialistes (Fitermann, 29 mars). Au CC des 26-27 avril, Marchais présenta un rapport qui ne contenait aucune analyse de la situation, qui ne parlait pas de défaite électorale, qui avait la forme d'un livre diplomatique où l'on rejette la responsabilité formelle sur l'adversaire. Le rapport défigurait en outre les critiques qui s'étaient fait jour chez des membres du parti dans et hors celui-ci et attaquait grossièrement, sans les nommer, les intellectuels

qui les avaient exprimées. Plus encore, *l'Humanité* publia le rapport de Marchais et la résolution du CC l'approuvant, paraît-il, unanimement, mais ne donna aucun compte rendu des interventions pendant la discussion du rapport. On croit savoir maintenant que le CC vota à la fin des débats une résolution à la majorité selon laquelle il serait dit publiquement que le CC était unanime.

Avant la tenue du CC, des articles avaient paru dans divers organes de presse, entre autres trois articles d'Elleinstein et quatre d'Althusser. Loin de mettre un point final à la crise, le rapport de Marchais et le refus du CC d'accorder des tribunes libres, déclenchèrent un tollé. D'autres articles furent adressés au *Monde*, au *Matin*, à *Politique Hebdo*, au *Nouvel Observateur*, à *Rouge*, des pétitions circulèrent signées par de nombreux membres du parti, dont la plus importante, originaire de la cellule de l'Université d'Aix-en-Provence, reçut avant sa publication trois cents signatures. Le 3 avril, Marchais déclarait publiquement qu'il n'avait reçu que 31 lettres de contestation en provenance de membres du parti; le 29 mai, il indiquait à la télévision que « cinq sections et 65 cellules seulement » s'étaient prononcées contre la politique de la direction, « tout au plus un millier d'adhérents ». La direction continue de dire qu'elle n'exclura pas, bien que les statuts lui permettrait de le faire, et qu'elle mènera une forte bataille politique contre les contestataires. En fait, depuis un certain temps, *l'Humanité* publie chaque jour des articles occupant d'une demi-page à une page et parfois plus à combattre des points de vue d'on ne sait qui, mais qui, en fait, selon la plus pure école stalinienne, visent à attribuer aux contestataires des positions plus ou moins fabriquées de toutes pièces et à présenter ceux-ci comme des instruments plus ou moins conscients de la bourgeoisie ou de la social-démocratie. Une fois encore, la politique de la direction peut s'exprimer

comme suit : le parti a toujours eu raison, le parti a raison et, comme il continuera sur la même ligne, demain il aura encore raison.

FORCE ET FAIBLESSE DES « CONTESTATAIRES »

On présente parfois les contestataires (1) comme relevant de deux oppositions, l'une de droite autour d'Elleinstein, l'autre de gauche autour d'Althusser. Il est vrai qu'ils sont les figures les plus marquantes qui se sont publiquement exprimées; il est vrai aussi qu'Elleinstein a une ligne droitière caractérisée qui le situe près des positions de Santiago Carrillo, non seulement à l'égard de l'Union de la gauche, mais aussi à l'égard des scissions des années 1920, résultant de la création de l'Internationale communiste. En ce qui concerne Althusser, on peut dire que, dans la crise actuelle, il a progressé en passant du terrain de la théorie où il s'était jusqu'alors cantonné... et isolé de la masse du parti, sur un terrain plus politique et donc, plus accessible. Ses articles, réunis dans une brochure *Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste* (2) sont une des plus vigoureuses critiques du régime du parti et d'un certain nombre de ses positions (abandon de la dictature du prolétariat, dénonciation du stalinisme qui subsiste dans le parti, condamnation de la « théorie » du capitalisme monopoliste d'Etat, etc.) et pourrait servir à orienter un courant critique de gauche (3). Mais il serait à notre avis erroné de classer d'ores et déjà les opposants et de parler de courants. Plus qu'à des oppositions, c'est à des manifestations critiques multiples auxquelles nous assistons qui pourront conduire ceux qui les expriment dans des directions différentes. Ce qui nous paraît le plus important, dans l'état actuel de la crise, c'est de relever toutes les critiques les plus diverses qui s'expriment de la part des membres d'un parti qui n'a pas eu et qui, en tant que parti, n'a toujours pas la possibilité d'exprimer les pensées qui le traversent et, par suite, d'élaborer politiquement.

1) Nous employons le terme de « contestataire » à défaut d'un autre plus précis pour désigner les membres du PC qui ont soulevé des problèmes, formulé des critiques, etc. sans vouloir procéder d'une façon quelconque à un amalgame politique entre eux.

2) Editions Maspéro.

3) Lire la critique de la brochure d'Althusser par E. Mandel, parue dans « Rouge », no des 8 juin, 9 juin, 10-11 juin, 12 juin

Le dénominateur commun de tous les contestataires, c'est ce qu'ils appellent l'insuffisance de démocratie dans le parti. C'est d'ailleurs sur ce point que se concentre la déclaration des 300 qu'ont signée entre autre Elleinstein et Althusser, arrêtant au moins temporairement, la tentative de la direction d'isoler Althusser du gros des contestataires. L'absence de démocratie dans le parti, c'est la direction elle-même qui a fait de son mieux pour la faire ressentir auprès de ses membres. C'est par des déclarations de Marchais à la télévision, avant toute autre information dans la presse du parti et sans discussion préalable connue au CC que les membres du PC ont appris, entre autre, que le parti renonçait à la dictature du prolétariat, qu'il ne lutterait pas contre la force de frappe et défendrait une politique de défense nationale avec des arguments nucléaires dirigés tous azimuts, etc. On leur apprenait, après coup, que ces questions militaires avaient été longtemps discutées avec des « spécialistes » (4). Tous les contestataires ont également compris que la décision de tourner le feu contre le PS avait été prise et appliquée d'une façon trouble où n'apparaissait pas franchement les véritables raisons et les véritables objectifs de la direction du parti. A présent, ils ressentent cette même absence de démocratie dans la façon dont ils sont corsetés dans les organismes auxquels ils appartiennent, dans l'impossibilité de faire connaître leurs positions aux autres membres du parti autrement que dans un cheminement vertical bloqué au sommet, que le fait d'échanger des vues avec d'autres membres que ceux de sa cellule ou de sa section est dénoncé comme « fractionnel », contraire aux statuts, en un mot comme une attitude « anti-parti ».

LE DROIT DE TENDANCE

Mais, tout en manifestant leur aspiration à un régime démocratique dans leur parti, les contestataires se déclarent tous opposés à la constitution de tendances ou de fractions. Ils ne comprennent pas qu'il n'y a pas de démocratie là où des mem-

bres ne peuvent créer des tendances, c'est-à-dire des regroupements temporaires pour défendre dans leur parti un point de vue sur une question donnée. L'interdiction des tendances n'est que le point de départ vers le parti unique. Une telle interdiction n'a absolument rien de léniniste. La direction du PC a abandonné en un tournemain la dictature du prolétariat, une question principale sur laquelle Lénine a écrit livres et articles et fait adopter des thèses par l'Internationale communiste. Par contre, la résolution du Xe Congrès qui a été utilisée par Staline pour écraser toutes les tendances qui se formèrent dans le parti soviétique n'avait qu'un caractère purement conjoncturel, Lénine ne la justifiait que par la situation extrêmement grave du moment et déclarant qu'elle ne pourrait servir par la suite dans l'élection du Comité central. Cette résolution qui ne fut pas soumise à un vote dans l'Internationale communiste du temps de Lénine, pour laquelle il n'a donné aucune motivation principale, a été transformée en un dogme par les directions bureaucratiques staliniennes et post-staliniennes.

La production des contestataires est déjà volumineuse : trois livres ont paru - celui d'Althusser déjà cité, celui de Molina et Vargas, *Dialogue à l'intérieur du Parti communiste français*, celui de Rony *Trente ans de parti : un communiste s'interroge* (5); des textes collectifs nombreux, signés qui, de 300 membres, ayant déjà recueilli 900 autres signatures, qui de cent membres, etc., le plus récent étant un texte signé de cinq militantes mettant en cause les positions du PC sur le problème « femme », de nombreuses lettres, des interviews, etc. On y trouve non une ligne ou des lignes politiques - ce qui n'est pas surprenant -, mais beaucoup de remarques et d'observations très pertinentes. Ce qui distingue généralement ces textes de ceux qui étaient apparus lors de crises précédentes par des minorités qui disparurent rapidement, c'est qu'ils affirment tous leur volonté de rester dans le parti en même temps qu'ils s'attaquent à une série de mythes qui consti-

taient pour beaucoup l'idéologie fondamentale du parti - idéologie étant pris dans le sens marxiste du terme, à savoir une fausse conscience. Dans ces textes, on voit mettre en cause que le PC est le seul parti ouvrier, que le régime du parti est véritablement le centralisme démocratique, que la spontanéité de la classe est dangereuse, que le parti a toujours raison, etc. Tout cela ne tombe évidemment pas du ciel; tout cela provient d'un long cheminement intérieur, comme on peut le voir à la lecture des livres de Molina-Vargas et de Rony, et tout cela n'est pas cantonné aux seuls contestataires d'aujourd'hui, mais s'étend très largement dans le parti et atteint même les milieux qui, aujourd'hui encore, se rangent derrière la direction.

Nous ne procéderons pas ici à un examen détaillé de ce qu'ont déjà exprimé les contestataires; peut-être faudra-il le faire à un stade ultérieur de la crise quand elle aura dépassé les réactions immédia-

LIVRES SUR LE PCF

1. Trois livres d'« oppositionnels » :
Jean Rony : « Trente ans de parti : un communiste s'interroge » (Bourgeois).
Louis Althusser : « Ce qui ne peut plus durer dans le PCF » (Maspéro).
Gérard Molina et Yves Vargas : « Dialogue à l'intérieur du PCF » (Maspéro).
2. Sur le fonctionnement du PCF :
Annie Kriegel : « Les communistes français » (Seuil).
Jean Elleinstein : « Le PCF » (Grasset).
André Harris et Alain de Sedouy : « Voyage à l'intérieur du PCF ».
3. Sur l'histoire du PCF :
Philippe Robrieux : « Thorez - Vie publique, vie privée », (Fayard).
Philippe Robrieux : « Notre génération communiste » (Laffond).
Louis Couturier : « Les grandes affaires du PCF » (Maspéro).
4. Sur la théorie économique du PCF :
Bruno Théret et Michel Wiewiorki : « Critique de la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat » (Maspéro).
Jacques Valier : « Le PCF et le capitalisme monopoliste d'Etat » (Maspéro).

4) Parmi ces « spécialistes » se trouvent des officiers généraux de l'armée française.

5) Voir encadré

tes. Nous voulons, par contre, relever ce qui, dans cet ensemble, constitue à notre avis une lacune considérable d'une part, un grand pas en avant prometteur pour l'avenir, d'autre part.

De quelle lacune voulons-nous parler ? Plusieurs des contestataires notent le piétinement et même le recul de leur parti dans la classe ouvrière; ils le font en termes généraux, en se servant uniquement des résultats des élections législatives ou municipales. Aucun d'entre eux n'a osé poser le problème

il ne s'agit pas d'accidents dû ici ou là à l'incapacité ou à des erreurs de quelques délégués, mais d'une tendance qui affecte de nombreuses industries et de nombreuses régions. Alors qu'à la suite de juin 1936 et au lendemain de la Libération, la CGT avait énormément grandi et, avec elle, l'influence du PC dans la classe, mai 68 ne donna pas un résultat semblable : depuis, la CGT tend plutôt à perdre du terrain. On ne peut attribuer ce fait, ni à l'existence du chômage ni à un manque de combativité des travailleurs; le recul de la CGT se

vent invoquer en l'occurrence le « tournant à droite » du PS; ils ont entraîné la CGT à la remorque du PC dans sa campagne électorale récente contre le PS. Cette érosion traduit le recul du PC auprès de larges couches ouvrières sur le plan syndical et pas seulement sur ce plan. La direction du PC se garde bien de poser ce problème - ce serait, semble-t-il, porter atteinte à « l'indépendance » des syndicats (6). La direction de la CGT a récemment fait publier un article dans *l'Humanité* répondant à des statistiques parues dans *le Monde* visant



27 mai 1978 - Forum au rassemblement organisé par «Rouge»
Elleinstein (à droite) à côté de Pliouchtch

de l'orientation donnée à la CGT par les militants du PC et n'a soulevé la question de la situation de la CGT. Or, toutes les statistiques des élections au sein des entreprises concordent pour mettre en lumière le fait que la CGT subit depuis plusieurs années une érosion sérieuse;

fait en partie au profit de la CFDT et même de Force ouvrière. Et une chose est certaine : les membres du PC dans la CGT, surtout au sommet, portent les plus grandes responsabilités dans la direction de cette centrale, de ses fédérations et de ses syndicats de base. Ils ne peu-

à minimiser cette perte d'influence dans les entreprises. Mais elle ne peut ignorer ce fait et aussi la faute qu'elle a commise durant la campagne électorale; sans le reconnaître, elle procède à un repli où, du suivisme envers le PC, elle passe à de l'économisme du type Force

6) Dans la crise actuelle du PC est venue se greffer une interview de Garaudy à «Rouge» à l'occasion du dixième anniversaire de mai 68. Cette interview a suscité des propos furibonds de la direction du PC et de Ségué. Garaudy s'était permis de révéler le contenu de certains débats au BP en mai 1968. Calomnies, ont dit ses contradicteurs, sans spécifier lesquelles; Ségué ajoutant que le BP n'avait pas porté atteinte à « l'indépendance » de la CGT. A qui fera-t-on croire qu'en mai 1968 le BP n'a pas discuté des événements, qu'il ne voulait pas tout comme Thorez en juin 1936, « arrêter la grève » et, comme Ségué le dit alors à Marchais, que c'était difficile à faire et que cela pourrait coûter cher à la CGT. Rony, dans son livre, approche du problème quand il écrit : « Le Programme commun était à la fois le fils de mai-juin 1968 et une revanche sur l'humiliation que ce mouvement avait été pour les partis de gauche. » (p.167).

ouvrière. Ainsi, elle n'a rien fait contre les interventions de l'impérialisme français au Tchad et au Zaïre dans la dernière période. Soumettre à un examen critique la politique syndicale du PC de mai 68 à maintenant est indispensable car toute la politique suivie dans l'Union de la gauche en découle, cette politique qui, après avoir sabordé la grève générale, s'est concentrée sur une combinaison parlementaire avec le PS. Il est également indispensable de procéder à cet examen critique, comme nous le verrons plus loin, pour définir une perspective d'avenir.

Mais, à côté de cette lacune qui affaiblira l'impact des contestataires auprès des militants ouvriers du PC, un certain nombre d'entre eux a effectué un pas en avant qui pourrait avoir la plus grande importance pour les batailles à venir de la classe ouvrière française. Certains ne se sont pas limités à critiquer le régime intérieur du PC, le manque de démocratie en son sein. Ils ont compris et montré que ce régime intérieur avait un prolongement non moins bureaucratique dans les rapports du PC avec toute la classe ouvrière. En substance, ils disent que la direction du parti dirige - ou veut diriger - la classe ouvrière à la manière dont le gouvernement bourgeois dirige la société :

« En combinant... le modèle du cloisonnement avec le modèle de la démocratie parlementaire, le parti ne peut s'empêcher de reproduire, en le renforçant, le mode de fonctionnement bourgeois de la politique. » (Althusser, op. cit., p.77)

« ...On sait que, de 1972 à 1977, rien n'avait été fait pour susciter ou développer les initiatives de la base et les formes d'unité des travailleurs manuels et intellectuels. Mieux : toute suggestion en faveur des comités populaires avait été repoussée au nom des risques de « manipulation ». » (Althusser, p. 115).

Sans être aussi précis, d'autres contestataires font le reproche à la direction d'avoir mené la lutte contre le PS pour un programme commun dit « bien réactualisé » comme une querelle entre états-majors qui paraissait étrangère à la base des deux partis et à la classe ouvrière.

- L'Humanité - des 14 juin 1971 et 3 février 1975

Il y a là une critique vraiment fondamentale. L'absence d'organismes de base, de comités démocratiquement élus a constitué la plus grande faiblesse du mouvement ouvrier français au cours des trois grandes luttes généralisées qu'il a menées en juin 1936, au lendemain de la Libération et en mai 68; ces mouvements sont restés canalisés par les directions des partis et des syndicats qui ont étouffé les initiatives possibles de la classe ouvrière au lieu de les stimuler. Aujourd'hui encore, malgré l'exemple de Lip, l'idée de comités de base est encore

peu répandue. Or, quelle que soit la revendication de départ, quel que soit le nom qu'ils peuvent prendre (fût-ce comités d'Union de la gauche), pourvu qu'ils soient de vrais comités de masse fonctionnant démocratiquement, permettant à tous les travailleurs et à tous les courants en leur sein de s'exprimer, l'existence de ces courants constitue la véritable voie qui peut conduire au pouvoir des travailleurs. A ce propos, il y a lieu de rappeler qu'à un Comité central, en octobre 1974, Thorez avait fait une « autocritique », déclarant qu'une erreur du parti consistait à ne pas avoir créé de comités de base lors du Front populaire et à la Libération; mais ce fut une déclaration sans lendemain, venue après des batailles perdues et toujours oubliée lors de montées du mouvement de masse.

Cette idée de comités de base est évidemment également valable sur le plan syndical où Séguéy et Maire partagent l'opinion hostile envers eux que Bergeron vient de répéter récemment :

« Le comportement de la CGT-FO ne doit jamais être subordonné à des décisions prises à main levée dans la cour de l'usine. On sait où cela mène. Je préfère le dire maintenant plutôt que de voir demain les militants de Force ouvrière engagés dans des aventures dont ils ne

LES MARXISTES-REVOLUTIONNAIRES ET LE PCF

1. « Inprecor », ancienne série, no 4, 12, 21, 42.. Nouvelle série, no 7, 14, 15, 20, 27.
2. « Critique Communiste », no 5, 14-15, 16, 17, 22 et spécial 68-78.
3. Cahiers de la Taupe, no 5, 12, 15, 16, 17, 20, 21, 22.
4. Brochure « Coup pour coup » no 5 « Après le XXIIe congrès : questions au PCF ».
5. Thèses du IIe congrès de la LCR (brochure).
6. Résolution du BP de la LCR dans « Rouge » du 5 avril 1978.
7. Réponse à Louis Althusser par Ernest Mandel « Rouge » des 8, 9, 12 et 13 juin.
8. Débats au forum « Rouge » des 27-28 mai : « Rouge » du 10 juin.

maîtriseront pas les développements» (Discours au Congrès des fonctionnaires FO, le Monde, 8 juin 1978).

L'idée des comités de base doit avoir sa première application dans l'élection de comités de grève au cours des luttes revendicatives, sous forme de comités de grève élus auxquels les syndicats et les partis apportent leurs conseils et leurs propositions, mais où ce sont les élus des travailleurs en lutte qui décident en dernier ressort.

UNE NOUVELLE PERSPECTIVE POLITIQUE

Il était inévitable et indispensable que les militants fassent en premier lieu la critique de la politique passée de leur parti et de son régime intérieur, que la crise qui se développe soit tournée à présent surtout vers les problèmes intérieurs. Mais la situation ne peut en rester là. Bien que la direction emploie de grands mots contre les contestataires, elle assure qu'elle ne prendra pas de mesures d'organisation contre eux. Elle espère probablement que le temps travaillera pour elle et dispose de l'appareil.

LE PCF PAR LUI-MEME

1. Documents complets et interventions du XXIIe congrès : « Cahiers du Communisme », février-mars 1976.
2. Rapport du CC et document final adopté par le XXIIe congrès : « Le socialisme pour la France » (Editions sociales).
3. Bilan des élections de 1978 : rapport de Charles Fitermann : « Humanité » du 30 mars; rapport de Georges Marchais : « Humanité » du 28 avril; « Cahiers du Communisme », no 4 et 5, 1978.
4. Sur le centralisme démocratique : article de Paul Laurent, « France nouvelle » 1697, 22 mai; article de Henri Malberg, « France nouvelle », 1699, 5 juin.
5. Les « contestataires » s'expriment dans : « Dialectique », no 23, juin 1978. « Les Nouvelles littéraires », no 2639, 8 juin 1978. « La nouvelle critique », no 113, avril 1978. « Le Monde » des 11-12 juin (Femmes).

En outre, elle commence déjà à chercher à exploiter un argument éculé mais qui porte toujours sur les éléments peu politisés : il y a maintenant l'offensive gouvernementale et patronale, c'est le moment d'y faire face, de riposter, et au lieu de cela un nombre infime s'égarent, attaquent le parti, etc. Effectivement, gouvernement et patrons, enhardis par une victoire électorale dont ils avaient douté pendant des mois, exploitent la déception de la classe ouvrière pour mener une politique qui engendre vie chère et chômage. Mais, moins de trois mois après les élections, les signes de résistance ouvrière commencent à se multiplier, au point que le même Bergeron est allé dire au Premier ministre Barre : vous tirez trop sur la corde. Quoi qu'il en soit, la défaite électorale a créé une situation nouvelle dans laquelle il ne s'agit pas pour les contestataires de se prêter au jeu de la direction du PC de noyer la critique intérieure sous les tâches quotidiennes de la lutte de classe. La défaite électorale a éliminé la perspective politique d'une accession au gouvernement de l'Union de la gauche. S'ils ne veulent pas succomber aux manœuvres de la direction du PC, les contestataires devront passer de la critique du passé et du régime intérieur à la formulation d'une perspective politique nouvelle qui ne repose pas sur les combinaisons de sommets et les illusions parlementaires du passé. Une perspective qui conduira à une généralisation des luttes, qui ne limitera pas celles-ci à une somme de luttes revendicatives, qui contribuera à produire ce mouvement d'une « ampleur inégalée », c'est-à-dire la grève générale que les dirigeants du PC et de la CGT n'ont pas voulu voir en mai 68 et à laquelle ils ont renoncé pour le plat de lentilles d'élections législatives.

L'expérience de l'Union de la Gauche telle qu'elle s'est déroulée de 1972 à 1978 est désormais une page tournée. L'enthousiasme dépourvu d'esprit critique qu'elle avait suscité a disparu; la méfiance s'est développée entre les deux partis et aussi, dans chaque parti, à l'égard des directions respectives.

Ces directions se trouvent chacune dans une situation embarrassée :

elles peuvent se lancer mutuellement des accusations qui ne sont pas dénuées de fondements; mais la direction du PC n'a pas de politique de rechange et celle du PS ne peut pas à présent envisager une combinaison avec une partie de la majorité gouvernementale sous peine de perdre l'influence électorale qu'elle a acquise et de connaître une scission. Ces deux directions auront à faire face à des militants plus critiques et à des exigences démocratiques plus grandes au sein du mouvement ouvrier. Les conditions objectives sont donc favorables pour que la crise dans le PC se poursuive et s'approfondisse. Il n'est pas clair qu'elle puisse aboutir à quelque chose de concret dans un proche avenir en raison de l'hétérogénéité et de la confusion politique des contestataires d'aujourd'hui. Mais, de toute façon, il y a désormais quelque chose de changé dans le mouvement ouvrier, notamment dans les rapports entre les masses et les membres du Parti communiste avec la direction de ce Parti. Un changement dans un sens tout à fait positif.

démocratie socialiste



et dictature du prolétariat

Résolution du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale. (Parue dans Inprecor No 10, du 7 juillet 1977)

5 francs - toutes commandes à : Editions « La Brèche » 99, rue de l'Ouest, 75014 Paris En vente également au 10 Impasse Guéméné, Paris 4e. (Métro Bastille).

Irlande

Il nous faut construire un parti révolutionnaire

Une interview de Bernadette Devlin

Pour la première fois depuis longtemps, nous avons été capables d'offrir aux Provisoires une perspective qu'ils pouvaient adopter, au lieu de nous contenter de réagir à leurs faits et gestes à eux, et ceci, c'est bien un pas en avant.

Cette interview avec Bernadette Devlin-McAliskey a été obtenue par Gerry Foley, à Coalisland, en Irlande du Nord, au début avril. G. Foley est membre du comité de rédaction de Inprecor-Intercontinental Press publié à New York.

Question : la conférence des groupes anti-répression à Coalisland en février semble avoir été l'événement politique le plus important en Irlande du Nord de toute la période récente. Elle constitue le point de référence de tous les gens actifs politiquement avec qui j'ai pu discuter ici. Qu'a-t-elle permis de réaliser selon toi ?

Réponse : La première chose que la conférence a permis de réaliser, c'est de prouver ce que presque tous les groupes de gauche, ici, disaient depuis quelque temps, c'est-à-dire que la courbe des luttes déclinant depuis 1973-74 a commencé à se renverser. Près de Belfast, lorsque les comités d'action des parents des prisonniers politiques ont commencé à se développer, il a été difficile de voir cela clairement, bien que certains indices existaient de façon très embryonnaire. Mais presque tout le monde a trouvé difficile d'apprécier l'ampleur du renversement de tendance et encore plus dur de savoir ce qu'il devenait désormais possible de faire.

Le comité d'action des familles de prisonniers politiques de Coalisland, initiateur de la conférence,

s'était développé à l'exemple de ceux de Belfast. Mais il n'en était pas partie intégrante. Ce qui avait dès lors l'avantage de le rendre indépendant du Sinn Fein provisoire en particulier, sans pour autant lui être opposé.

Les gens qui formaient le comité d'action des parents de Coalisland étaient les mères, pères et autres proches des jeunes « provisoires » emprisonnés. Par conséquent, ils sympathisaient avec le mouvement provisoire tout en demeurant suffisamment indépendants par rapport à lui pour pouvoir agir en toute liberté. Quand on parla pour la première fois de la conférence, on la voyait réunissant entre 150 et 200 personnes discutant la situation actuelle et les tâches possibles. L'idée de mettre sur pied une conférence en invitant syndicats, organisations anti-répression et personnalités, vint de l'expérience que j'avais eue personnellement aux Etats-Unis, en août 1977, en observant comment le SWP avait préparé la conférence Chicano. Il fut très vite clair, d'après les réponses à notre invitation, que le besoin sous-jacent de se réunir pour discuter notre expérience des dix dernières années et pour parvenir à quelque accord fondamental sur ce qu'il fallait réaliser, était plus profond et plus répandu que ce que nous avions cru. La conférence allait être plus importante que prévu.

En réalité, c'est un millier de personnes qui vint. L'une des choses les plus frappantes au sujet des par-

ticipants, et nous avons tous tiré une leçon de cette observation, c'est que moins d'un tiers des présents militait activement dans quelque organisation républicaine ou socialiste. Nombreux étaient les vétérans des luttes du temps du mouvement de la résistance civile, de la grève du loyer et des impôts, et des premières marches pour les droits civils, qui reprenaient de l'activité pour la première fois.

Autre aspect important : la conférence permettait, pour la première fois depuis des années, à des non membres d'organisations politiques, de discuter l'unité d'action. Durant un jour entier, ils prirent la parole, participèrent aux débats et à la prise de décisions.

La conférence constitua aussi, sans doute depuis 1973 ou 74, la première réunion unissant dans la même salle des organisations représentant la gauche, le mouvement républicain, et divers éléments modérés. Elle permit aussi d'associer à son travail nombre d'organisations locales et de groupes ne s'occupant pas ordinairement d'activités anti-répression.

Nous avons été surpris nous-mêmes par quelques-uns des résultats de la conférence. Par exemple, on avait discuté un certain temps, à gauche, de l'importance de la revendication du retrait de l'armée britannique. On pensait généralement que les gens, n'étant pas prêts à mettre cette revendication-là en avant, préféreraient insister sur la torture. En fait, l'une des motions votées à l'unanimité par la conférence fut celle exigeant le retrait immédiat des troupes britanniques. C'était la première fois depuis le début du combat qu'un rassemblement de cette taille et aussi représentatif en Irlande même, s'exprimait aussi clairement à ce propos.

Quoi qu'il en soit, au lendemain de la conférence, quelques camarades ont exprimé leur déception et adopté une attitude pessimiste. Je crois qu'ils attendaient de la conférence plus qu'elle ne pouvait donner. Telle qu'elle, elle constitua un pas en avant considérable, en ce sens qu'elle ramena au combat des gens qui, d'une façon ou d'une autre, l'avaient quitté dans les dix dernières années. Elle engendra aus-

si la formation de comités d'action de parents des prisonniers politiques en de nombreux endroits, par exemple à Dungiven, Urgan, Strabane, Dungannon, Galbally. Ce fut spontanément, en rentrant chez eux, que les gens prirent ces initiatives.

Mais quelques camarades pensaient que nous aurions dû obtenir des résultats plus consistants : un front uni, ou un large front, ayant une liste de revendications permettant un accord de travail, quelque chose qui n'avait plus qu'à rouler droit devant soi. Un tel espoir, selon moi, n'était pas réaliste, et je considère qu'il s'agit au moins d'un début. Plusieurs résolutions essentielles furent discutées et adoptées lors du rassemblement. L'une de ces questions portait sur le statut politique des prisonniers politiques.

Elle était posée pour la première fois en dehors du mouvement républicain provisoire strictement dit. On ne la posa pas en termes de droit au statut politique pour les prisonniers républicains provisoires parce qu'ils sont différents des autres emprisonnés. Mais dans le contexte de la campagne générale des britanniques de flétrir comme criminels tous ceux qui résistent ici à la domination impérialiste.

Tous les aspects de la condition des emprisonnés furent alors discutés, aussi bien que le problème de la torture. Pour la première fois depuis 1973-74 la base du parti social-démocrate et du Labour Party fut impliquée dans la discussion.

Mais, à la suite de la conférence, le travail semble lent, et les gens, se rappelant les luttes de masse passées, sont impatients. Il est difficile de leur faire comprendre que faire sortir dans la rue 5 ou 6000 personnes dans une petite bourgade de la banlieue de Belfast constitue un progrès qualitatif par rapport à la situation d'il y a deux ou trois ans, et que ceci doit constituer le critère d'appréciation, et non pas la période 1969-70.

J'estime pour ma part que les résultats de la conférence sont à venir, qu'ils sont lents et en voie de réalisation. L'un des résultats les plus prometteurs de la conférence

◦ SDLP : Social Democratic and Labour Party : Voir «Inprecor» No 24.

◦ ISP : Independent Socialist Party. Issu d'une scission de l'IRSP en 1975. Les scissionnistes accusaient l'IRSP de n'opérer que dans le cadre militariste du républicanisme traditionnel et par conséquent d'être dans l'incapacité d'offrir une ligne alternative à l'IRA provisoire.

◦ SLP : Constitué en novembre 1977, par un courant du parti travailliste irlandais, le comité de liaison de la gauche, lequel s'était opposé à la coalition du parti travailliste irlandais avec Fine Gael, celui des deux partis bourgeois d'Irlande du sud, le plus ouvertement pro-impérialiste. Il bénéficie d'un soutien électoral et a une certaine base syndicale dans la région de Dublin. Il permet le droit de tendances et quelques marxistes-révolutionnaires travaillent en son sein.

◦ IRSP : Parti républicain socialiste irlandais. A scissionné de l'IRA officielle en 1974 sur la base d'un désir d'actions plus militantes contre l'impérialisme britannique. Son dirigeant Seamus Costello, a été assassiné en octobre 1977; il a été victime d'une répression féroce de la part des deux gouvernements britannique et de l'Irlande du Sud.

◦ Sinn Fein : signifie en irlandais « Nous mêmes, seuls ». C'est l'aile politique de l'IRA provisoire qui devint légale en 1973. Sinn Fein maintient une indépendance organisationnelle par rapport à l'IRA pour être en mesure de mener des activités légales.

◦ Les Provisoires : le terme courant pour désigner l'IRA provisoire. Née en 1971 à la suite de la scission du mouvement républicain. Le terme « provisoire » a été adopté pour bien marquer la continuité avec le gouvernement « provisoire » irlandais proclamé par les Républicains pendant la rébellion de Dublin de Pâques 1916. L'autre aile des Républicains a pris le nom d'« officielle » prétendant ainsi à la continuité du mouvement. Depuis la scission, les « officiels » ont évolué vers la droite, adopté des positions économistes et ouvriéristes et en sont arrivés à dissoudre leur aile militaire à leur conférence de 1977.

◦ People's Democracy : Démocratie du peuple. Groupe né à la fin des années 60 durant le soulèvement pour les droits civiques. Bien que quelques-uns de ses fondateurs aient été influencés par le marxisme révolutionnaire, il a été marqué, jusqu'aux dernières années par des conceptions spontanistes. Il a eu une influence de masse dans les premières années 70. Bernadette Devlin en était sympathisante quand elle fut élue députée au Parlement britannique. Ce groupe garde encore une influence de masse dans les ghettos catholiques d'Irlande du Nord. Il n'a cessé de se rapprocher du trotskysme et est actuellement en processus de fusion avec le MSR, Mouvement pour une république socialiste, la section irlandaise de la IVe Internationale.

aura été d'élargir le champ des discussions inter-organisations, et d'approfondir notre compréhension commune du problème de la répression et de la façon d'y riposter. Elle a préparé le terrain favorable à la remobilisation du mouvement de masse. Nous ne pouvons pas aller aussi vite que le voudraient certains camarades car nous n'avons pas l'organisation ad-hoc nécessaire, du type SWP américain par exemple. Seuls les Provisoires ont une réelle organisation, il était donc naturel que la plupart des possibilités ouvertes par la conférence leur incombent; malheureusement, ils ne les exploitent pas comme ils le pourraient. Mais tout ceci était inévitable et ne doit nullement porter au pessimisme.

Le terrain est prêt pour un travail commun avec les Provisoires dans le cadre d'un large front au sein duquel nous maintenons notre indépendance. Je refuse d'appeler ça : rester à la traîne des Provisoires. Pour la première fois depuis longtemps, nous avons été capables d'offrir aux Provisoires une perspective qu'ils pouvaient adopter, au lieu de nous contenter de réagir à leurs faits et gestes à eux, et ceci, c'est bien un pas en avant.

Question : Comment s'est développée la récente campagne de répression des Britanniques ?

Réponse : La Sécurité britannique a astucieusement exploité les erreurs des Provisoires. Il y a eu une série d'erreurs désastreuses culminant dans le lancement de bombes de La Mon. Ces incidents ont laissé les gens en pleine confusion à la base de la lutte militaire, et aux résultats éventuels d'une telle lutte, ces activités apparaissaient imprudentes.

C'est dans des situations comme celles créées par le bombardement de La Mon, où les gens ne savent pas vraiment ce qui est en train d'arriver, que l'armée pénètre dans les zones républicaines. Au lieu d'arrêter les personnalités républicaines ou les militants les plus connus, les militaires s'arrêtent au bas de l'échelle, et s'en prennent aux gens les moins impliqués. Ils arrêtent, emprisonnent, brutalisent et

accusent de crimes tels que « détention d'informations », « secours et soutien à personne connue comme criminelle », « hébergement d'individu suspecté de terrorisme »... des gens dont l'activité se borne à conserver des endroits sûrs, à rester aveugles et silencieux ou au contraire à informer qui de droit selon les nécessités du moment. Ces accusations sont portées contre les gens les plus inoffensifs. Un homme de 64 ans a été emmené au centre de tortures de Castlereagh pour « interrogatoire ». Conséquence de son séjour là-bas : six semaines dans un asile d'aliénés. Vieillards, femmes enceintes, soutiens de famille... sont indifféremment arrêtés. Ce n'est pas par simple brutalité que les Britanniques procèdent à de telles arrestations. Ils ont de claires raisons politiques. Il s'agit de terroriser la population. Ils espèrent, ce faisant, couper les Provisoires de la communauté.

Bien entendu, le fait que l'armée britannique s'en prenne à présent aux larges masses soutenant le mouvement républicain, aurait pu mettre le feu et déclencher en riposte une insurrection massive. Cela aurait pu se produire si les Provisoires s'étaient montrés plus actifs dans la remobilisation du mouvement de masse. Ils pourraient faire beaucoup pour mobiliser ces gens dans les activités de protestation et dans les manifestations.

En revanche, si les Provisoires continuent à négliger ces problèmes, ils devront payer le prix fort. Car l'armée britannique tente de les isoler de la population, par la terreur et les Provisoires ne lui donnent aucun moyen efficace de riposter. Ces gens-là ne sont pas prêts à se défendre à coup de M6. Ils comprennent qu'ils sont aux avant-postes, soutenant le choc de la réponse de l'armée britannique à la stratégie militariste des Provisoires, sans que quiconque ne leur porte secours ni n'élève la voix pour protester.

C'est dans ce cadre qu'il devient d'autant plus urgent de construire des comités d'action et des groupes anti-répression, et de commencer à offrir des moyens d'expression concrets à la colère populaire. Je pense que l'armée britannique a sous-es-

timé la population d'ici, et je ne parle pas de gens comme nous, les socialistes, je parle des gens qui vivent dans des quartiers républicains traditionnels tels que le mien. Ces gens-là n'ont jamais accepté la défaite sauf de façon extrêmement temporaire. Or, à présent, la répression a atteint un niveau qu'ils jugent presque insupportable.

Je ne parle pas des conditions qui sévissent dans le seul bloc H, mais des brutalités et de la torture à échelle de masse. Je ne parle pas seulement des cas les plus dramatiques mais des cas quotidiens de gens emmenés au poste de police pour les effrayer, pour les tabasser, les cas des gosses qu'on arrête sur la route et qu'on harcèle. Tout ceci crée une situation telle que, même sans victoire à l'horizon, les gens ont décidé de ne plus en supporter davantage. Le sentiment de confusion et de quasi-désespoir qui prévalait au sein des masses est en train de tourner à la fureur. Notre tâche est de faire en sorte que cet état de fait engendre quelque chose de plus durable qu'un accès de rage.

Question : Quel a été, penses-tu, le succès des Britanniques, dans leur campagne pour faire passer comme criminels les républicains arrêtés pour leur soi-disant participation à des actions armées ?

Réponse : Ce qu'on peut dire avec certitude, c'est qu'ils n'avancent en rien dans la direction qu'ils souhaitent. Ils ne réussissent pas un instant à convaincre la population catholique que les Provos sont des criminels et que les emprisonnés ne méritent pas le statut politique. Le problème dans cette campagne de défense du statut politique est que nombreux sont ceux qui, en dehors de Belfast et de Derry, n'en comprennent pas l'enjeu réel. La raison de ceci est que la plupart des prisonniers politiques à qui l'on dénie le statut politique provient de ces deux villes.

Le problème est illustré par un petit exemple pris à la conférence de Coalisland. Un homme de Belfast est venu, revêtu en tout et pour tout d'une couverture, comme les prisonniers du bloc H, mais la plupart des gens ne comprirent pas jus-

qu'à ce qu'il explique pourquoi il restait nu sous sa couverture. Les gens emprisonnés dans le bloc H à Long Kesh et à la centrale d'Armagh (pour les femmes), à qui l'on refuse le statut politique, restent enfermés dans leur cellule 23 heures par jour. Certains sont là depuis 2 ans, maintenant et durant tout ce temps n'ont porté aucun autre vêtement qu'une couverture. Ils n'ont droit ni à leur courrier, ni à la lecture, ni à converser avec qui que ce soit sauf quand les autorités pénitentiaires, poussées par le « surpeuplement », doivent mettre deux ou trois prisonniers dans la même cellule.

Un système sinistre est à l'origine de cela. Un prisonnier arrive accusé de crimes commis prétendument après une date arbitrairement choisie, après laquelle il a été décrété que les actes de résistance à la loi britannique ne sont plus passibles de l'accusation politique mais du simple droit commun. Les jeunes, hommes et femmes, accusés après cette date refusent de porter l'uniforme des prisonniers. On a emporté leurs vêtements personnels et on refuse de les leur rendre. Ils sont appelés le lendemain chez le directeur et parce qu'ils ne portent aucun vêtement, sont accusés de rupture de discipline et mis au cachot.

Puis le jour suivant, ils sont de nouveau appelés chez le directeur et ils refusent une nouvelle fois de mettre les vêtements pénitentiaires, et ainsi le système pénal continue, jour après jour, ou semaine après semaine, jusqu'à ce que, très vite, le prisonnier ne jouisse plus d'aucun soi-disant privilège. C'est-à-dire plus de lit, plus de chaise, plus de table, plus de lettres, plus de visites, plus de lecture, plus de contacts avec d'autres prisonniers.

Et cette situation là dure jusqu'à ce que les prisonniers acceptent de revêtir l'uniforme pénitentiaire. Mais malgré le fait que le statut politique ait été supprimé il y a deux ans, aucun des prisonniers n'a accepté de troquer sa couverture contre l'uniforme pénitentiaire.

C'est ainsi que chaque semaine, nous avons un nombre croissant de jeunes gens soumis à ces conditions absolument inhumaines. Et un de

ces jours, l'un d'entre eux va devenir fou ou va mourir. Les informations filtrant de la prison indiquent que les emprisonnés souffrent de désorientation, de perte de poids, qu'ils deviennent anémiques, que la plupart ont rasé totalement leurs cheveux de façon à rester propres. Ils ne font aucun exercice, ils ne sortent jamais. Ils n'ont la permission de quitter leurs cellules que pour vider leur pot de chambre mais ils les vident dans les toilettes... qu'ils n'ont d'ailleurs pas le droit d'utiliser au cours de leur séjour là-bas. Ils se lavent dans des bassines dans leur cellule, ils vident ces bassines dans les salles d'eau...qu'ils n'ont pas le droit d'utiliser. Toutes ces mesures punitives ne visent qu'à forcer ces jeunes gens à revêtir l'uniforme pénitentiaire et à accepter le statut criminel, parce qu'un responsable britannique a décrété qu'à partir d'une certaine date, il ne s'agissait plus d'un combat politique.

Mais le bloc H n'est jamais que l'aspect le plus extrême de tout un système d'intimidation, de torture, et de déshumanisation. Les coups et la torture sont massivement utilisés pour obliger les gens à avouer des crimes imaginaires. Le cas le plus flagrant est celui de Ronni Runting, un dirigeant de l'Irish Republican Socialist Party (IRSP). Il fut pris par la police et on le marqua des lettres UVF (Ulster Volunteer Force - l'une des organisations terroristes protestantes). Les examens faits en prison reconnurent la réalité des lettres et des meurtrissures. Il fut donc relâché sans être accusé. Mais par la suite, il fut poursuivi, pour avoir, lui, accusé la police sans fondement. Pour être précis, il fut reconnu coupable d'avoir « fait perdre son temps à la police ». Car, ce jeune homme, a-t-on dit, a été en prison, s'est battu lui-même, a meurtri son propre corps et a ensuite gaspillé le temps de la police en l'accusant d'avoir commis tout cela. C'est évidemment d'une totale absurdité, mais c'est aussi absolument sinistre. C'est l'aboutissement d'un processus systématique d'aveux extorqués qui, dans une mesure non négligeable a fourni aux Britanniques ce qu'ils espéraient. Le nombre des condamnés à des peines de prison s'est accru dans des proportions

dramatiques. Au cours des derniers mois 77 personnes ont été condamnées.

Le Père Paul de Dungannon qui étudie minutieusement ces cas, a récemment démontré de façon irréfutable devant les tribunaux que plus de 80% des accusés sont reconnus coupables sur la seule base de leur propre témoignage. C'est de cette façon que les Britanniques réussissent à mettre en prison un nombre croissant de gens.

Question : Comment expliques-tu que, durant les derniers mois, dans leur presse et leurs prises de position, les Provisoires aient érigé la lutte armée en ligne de démarcation sectaire, proclamant qu'ils ne feraient aucun travail commun contre la répression avec ceux qui ne soutiendraient pas leur lutte armée?

Réponse : Cette attitude des Provisoires fait vraiment problème. Elle est complètement irréaliste. Hors d'Irlande, c'est tout simplement ridicule de poser de tels ultimatum. Même en Irlande du Nord, et en tout cas en Irlande du Sud, région cruciale pour construire un mouvement véritable, il n'est pas possible, de façon réaliste d'avancer une telle exigence.

Il y a en effet, de larges secteurs de la population qui ne peuvent pas s'impliquer et qui ne s'impliqueront pas dans la lutte armée. L'idée de s'impliquer totalement les effraie et les éloigne de toute autre activité. Elle engendre chez eux la confusion. Ce qu'ils voient c'est un cercle vicieux : des gens qui n'entreprennent que des actions militaires et sont emprisonnés pour cela par la suite. Quelle que soit leur compréhension de la responsabilité fondamentale de la présence britannique dans toute cette affaire, ils ne sont pas prêts, pour autant, à s'embarquer dans une aventure qui ne semble pas devoir déboucher où que ce soit.

En subordonnant complètement la défense des prisonniers à l'accord avec leur ligne de lutte armée, les Provisoires, de fait, n'augmentent ni le soutien aux prisonniers ni le soutien à leur lutte armée; ils aboutissent exactement au contraire; la soli-

darité aux deux déclinera. L'attitude des Provos est extrêmement dangereuse en ce qu'elle aide l'armée britannique dans sa tentative de les isoler.

Je suppose que s'ils ont adopté une telle ligne, c'est en raison d'un conflit grandissant entre leur aile droite et une gauche naissante. Certains dirigeants républicains, tels que Jimmy Drumm et Gerry Adams ont essayé de faire appel à la population mais cette tentative semble avoir été bloquée. La réaction traditionnelle dans le mouvement républicain dès que des divergences politiques apparaissent, c'est de s'accrocher au chemin de l'unité et le chemin de l'unité dans toute la tradition républicaine, c'est la lutte armée contre l'oppression.

Mais les Provisoires se trompent s'ils croient qu'à ce stade, ils peuvent maintenir l'unité du seul fait de leur campagne militaire et en écartant toute critique. Si les choses continuent comme récemment, il va y avoir encore davantage de divisions et leur aile droite peut leur causer des surprises. C'est difficile de croire que les Provisoires peuvent penser qu'il leur est possible aujourd'hui de remporter une victoire militaire et que tout le reste est secondaire...

Quand les Provisoires écartent les critiques de leurs partisans, qui, en général, sont plutôt favorables à la lutte armée à la condition qu'elle ait un sens, qu'elle offre des perspectives tangibles, quand ils les traitent comme si ces gens-là étaient contre toute lutte anti-impérialiste, la tension monte. Je crois donc que vous avez des tensions entre les sympathisants des Provisoires et l'organisation. Et vous avez tension également entre la direction et la base.

Question : Les marxistes-révolutionnaires sont-ils en mesure d'offrir une perspective aux forces engagées dans la lutte ? Où en est le regroupement de leurs forces ?

Réponse : Je pense que nombre d'obstacles essentiels pour construire un parti révolutionnaire unifié ont été surmontés. Il y a eu de sérieux progrès, à gauche, dans l'ap-

préciation du besoin de se regrouper, du besoin de construire un parti révolutionnaire. Par conséquent, il y a davantage de possibilités de discuter entre organisations, d'agir en commun, d'échanger des idées. Mais en ce moment même, le processus de regroupement connaît un certain ralentissement. La raison ne m'en apparaît pas très clairement. Peut-être est-ce naturel. Durant les 10 dernières années, nous sommes parvenus à la compréhension du besoin du parti révolutionnaire. Nous avons tiré les leçons des périodes ultra-gauches, de notre fétichisation du mouvement de masse, de nos tendances à l'économisme, à l'ouvriérisme, de notre suivisme chronique par rapport aux Provos. Oui, nous avons commis toutes ces erreurs.

En ce moment précis, je crois que nous marquons quelque hésitation, parce que nous savons ce qu'il faut faire, mais nous ne savons pas exactement comment y parvenir.

Nous avons atteint l'étape d'une fusion en voie de s'accomplir entre People's Democracy et le MSR (Movement for a Socialist Republic - Mouvement pour une république socialiste, section irlandaise de la

IVE Internationale). Nous constituons, quant à nous, l'ISP (Independent Socialist Party - Parti socialiste indépendant). D'autres groupes ont rejoint le SLP (Socialist Labour Party - Parti travailliste socialiste). Cette dernière organisation mérite quelque attention. Je pense qu'il ne s'agit pas seulement pour nous de s'atteler au travail contre la répression et à la construction du mouvement de masse, mais nous avons à entreprendre la tâche sérieuse de construire un parti révolutionnaire unifié. Je parle pour moi car je sais qu'il existe dans notre propre organisation de nombreuses divergences sur les possibilités concrètes de former un tel parti. Je sais qu'il y a aussi nombre de problèmes essentiels à résoudre. Mais je reste convaincue qu'étant

SUR L'IRLANDE ON PEUT LIRE

«Inprecor» Nos 25 et 25 (mars 1978) : «L'opinion publique amorce un tournant à gauche» par Gerry Foley. Le dossier de la revue «Quatrième internationale» No 7/8 (été 73); La brochure de la LRT/section belge de la IVE Internationale : «La révolution irlandaise en marche» par Nathan Weinstock. Le livre de Bernadette Devlin : «Mon âme n'est pas à vendre» (Seuil 1969).

donné la situation sur le terrain, les nouveaux développements, la remontée des luttes, les divergences entre les organisations, particulièrement celles entre People's Democracy, le MSR et l'ISP, sont insuffisantes pour justifier le maintien d'organisations séparées...

Je crois que le processus de regroupement en Irlande revêt aussi une importance internationale. Je crois qu'elle a une importance cruciale pour la IVE Internationale et le mouvement trotskyste international. Il est important de savoir que presque tous les groupes qui se réclament du marxisme dans ce pays sont plus ou moins proches du mouvement trotskyste au sens large du terme.

Le maoïsme qui existait sous diverses formes au début, n'a jamais produit d'organisation sérieuse. Les stalinien sont dans tous les groupes qui dégèrent manifestement et se coupent de la lutte. La gauche n'est pas très nombreuse, bien sûr, mais presque sans exception, les petits groupes ou partis d'extrême-gauche qui ont survécu, se sont développés et qui continuent de croître en travaillant sérieusement au cœur des luttes, sont essentiellement des groupes trotskystes.



Certains développements se sont produits dans le cours de la répression et de la résistance en Irlande du Nord depuis l'interview de Bernadette Devlin. En voici les principaux aspects :

Republican News

(journal du Sinn Fein provisoire dans les 6 Comtés - Irlande du Nord)..

Le 27 avril, les bureaux du «Republican News» et ses imprimeurs ont été l'objet d'un raid. Des arrestations ont suivi et le 4 mai, 12 personnes ont été accusées d'appartenir à l'IRA. Parmi les arrêtés figuraient la direction du Sinn Fein de Belfast, l'imprimeur du «Republican News», un correspondant de «Libération», Alain Frilet et un photographe indépendant. L'imprimeur, Gary Kennedy, est membre de l'exécutif de Belfast du SDLP.

Bien que les accusations contre les 12 ne fassent aucune référence au «Republican News», ces arrestations et autres brimades (y compris des destructions de matériel lors de raids précédents) ont pour objet de réduire au silence la presse anti-impérialiste. Ceci a provoqué chez les imprimeurs peu désireux de subir le sort de Gary Kennedy une réticence croissante à accepter les périodiques anti-impérialistes. Le journal de People's Democracy et du MSR, «Socialist Republic», jadis imprimé par Kennedy a dû paraître en mai, dans des conditions précaires. Tout comme «Republican News», «Socialist Republic» s'est arrangé avec d'autres imprimeurs mais il est clair que les deux journaux auront à subir d'autres tracasseries.

Brian Maguire et Jake McMahon

Les interrogateurs du RUC (Royal Ulster Constabulary, police d'Irlande du Nord) ont annoncé deux nouvelles victimes. Brian Maguire, 27 ans, ingénieur en électronique et Jake McMahon, 18 ans, militant républicain. Maguire a été trouvé mort dans sa cellule au centre d'interrogatoire de Castlereagh, le 10 mai, et le même jour, la rivière Lagan a rejeté le corps en état de décomposition avancée de McMahon.

Maguire était un syndicaliste actif, secrétaire dans son usine de la section de TASS, la section technique du syndicat des travailleurs de la mécanique. Les autorités prétendent qu'il s'est suicidé, mais sa famille, ses amis et compagnons de travail disent tous que l'explication la plus probable est qu'il est mort sous la torture. Et en tenant compte du harcèlement infligé dans le passé à McMahon et à sa famille, il semble presque certain qu'il a subi le même sort.

L'horreur du bloc H

Les conditions dans le bloc H (ainsi nommé en raison de la forme du bâtiment) ont encore sensiblement empiré dans la période récente, si l'on en croit ce

communiqué de presse de People's Democracy et du MSR : « Il y a 18 mois, le premier républicain à être jugé en vertu des nouvelles lois (c'est-à-dire sans bénéficier du statut politique), Kieran Nugent, a refusé de porter l'uniforme pénitentiaire et d'accomplir le travail infligé aux prisonniers. Depuis, lui, et à présent 300 de ses camarades revêtus d'une couverture, ont été enfermés nus dans une cellule, 24 heures sur 24. La vie dans de telles conditions a toujours été infernale. Elle est à présent indescriptible. L'administration pénitentiaire et le gouvernement britannique ont, sans répit, accru les pressions, les punitions et les humiliations mesquines visant les prisonniers au-delà des limites de l'endurance et par conséquent, les prisonniers ont cessé toute coopération et refusent de se laver et d'évacuer urine et excréments. Aux effets psychologiques de la vie et du sommeil dans ces conditions, il faut ajouter le danger sérieux d'épidémie et de décès en cas de légères coupures et de par la nourriture prise en cellule... »

Le rapport d'Amnesty International

Entre le 28 novembre et le 6 décembre 1977, 4 enquêteurs d'Amnesty International - deux médecins danois, un avocat et un chercheur - ont procédé à une enquête minutieuse sur 78 cas connus de mauvais traitements exercés sur des prisonniers par des membres du RUC. L'enquête s'est achevée en mars, cette année, et a été soumise à la réflexion du gouvernement britannique. Le rapport a été rendu public le 13 juin. Il accuse le gouvernement britannique de maltraiter systématiquement les prisonniers et confirme les accusations lancées par les militants républicains et d'autres détenus. Rappelons que 80% des prisonniers républicains sont condamnés sur la base d'aveux extorqués.

Le gouvernement britannique est préoccupé par l'impact probable du rapport d'Amnesty, à cause de la réputation internationale de cette organisation titulaire d'un prix Nobel de la paix. Malgré cela, il continue de refuser toute enquête publique sur les accusations lancées par Amnesty, n'envisageant que la perspective d'une enquête privée. D'autres propositions en trompe l'œil suggèrent que les interrogatoires soient télévisés et enregistrés !

La résistance

L'aggravation et l'élargissement de la répression ont provoqué une riposte vigoureuse. Dans les heures qui ont suivi la nouvelle de la mort de Brian Maguire, 3000 personnes ont manifesté sur la route d'Anderstown et sur Falls Roads. Cette manifestation solennelle a été rejointe par le cortège des travailleurs de l'entreprise

Pat JORDAN

où Maguire avait été employé et fut suivie d'incendies de véhicules et de bûchers de symboles de la domination britannique. Le lendemain, d'autres manifestations virent défilé des ouvriers de plusieurs usines et du bâtiment, des boulangers et des chauffeurs de taxis. Les jours suivants, la circulation dans les principales artères de Belfast fut perturbée par d'autres incendies, par des routes bloquées, par des alertes à la bombe, etc.

Des événements similaires survinrent à Derry, là aussi avec le soutien résolu d'ouvriers, d'employés, de dockers, de travailleurs du bâtiment. Samedi 29 avril, 6000 personnes manifestèrent dans Belfast en solidarité avec les prisonniers républicains du bloc H. L'une des plus importantes manifestations de ce type depuis un certain temps. Sans doute possible, la publication du rapport d'Amnesty International stimulera considérablement à la fois la résistance et la campagne de solidarité, particulièrement en Grande-Bretagne. Le refus du Gouvernement britannique de procéder à une enquête publique sur le traitement des prisonniers par le RUC renforce et confirme la nécessité pour le tribunal d'informer sur la présence britannique en Irlande (Voir «Inprecor» No 24).

Problèmes tactiques

Les problèmes soulevés par le sectarisme des Provisoires dans la campagne anti-répression se posent toujours. C'est pour cette raison qu'il a été extrêmement difficile de consolider les progrès réalisés à la conférence de Coalisland. Les documents présentés comme preuve lors du procès de Seamus Twomey à Dublin, s'ils sont authentiques, indiquent qu'il y a un fort courant au sein de la direction provisoire qui est complètement opposé à l'activité politique et de masse dans les 6 Comtés. Mais il y a en revanche un courant qui entend se tourner vers l'activité de masse et dans la rue. Ceci fut bien démontré dans le «Republican News» du 20 mai (le premier numéro à paraître normalement après les récentes tracasseries) puisqu'on y lisait : « Nous avons encore besoin de quelque chose de plus que la guérilla victorieuse de l'IRA, que la résistance héroïque des prisonniers «à la couverture», et que l'excellent mouvement de protestation animé par Sinn Fein et par le Comité d'action des parents. L'année 1978 est celle où les masses doivent retourner dans la rue. C'est non seulement dans les 6 Comtés, mais à travers tout le pays que nous devons mobiliser contre les Britanniques et leurs collaborateurs. »

RFA

La direction syndicale désavouée au congrès du DGB

Si l'on juge le déroulement du congrès en fonction de toute sa mise en scène, de tous ses mécanismes de contrôle bureaucratiques, et de ce qu'on croyait qu'il allait être, notamment à la lumière des congrès précédents, alors on peut conclure qu'il a apporté quelques surprises.

Winfried WOLF

Si l'on juge le XI^e congrès ordinaire du DGB (Deutscher Gewerkschaftsbund : Confédération des syndicats allemands), qui s'est tenu fin mai 1978 à Hambourg, d'après les conséquences qu'il aura pour la lutte de classes, alors on peut immédiatement passer à l'ordre du jour. Le congrès restera en grande partie sans conséquences aucunes, en ce qui concerne les escarmouches quotidiennes entre le travail salarié et le capital, en ce qui concerne les luttes autour des conventions collectives sur les salaires réels ou les conditions de travail et en ce qui concerne l'engagement politique des syndicats.

La composition même des délégués au congrès - dans leur immense majorité des fonctionnaires permanents des syndicats - garantit une mise en scène devenue classique en RFA. Sous l'enseigne du slogan « les syndicats - remparts de la démocratie au sein de la société », il y eut un défilé de personnalités à la tribune du congrès syndical, allant du président de la République au Chancelier fédéral, des présidents des partis aux ministres du gouvernement Schmidt.

Finalement, un processus qui filtre soigneusement toutes les motions soumises à la discussion pour ne pas dire au vote et qui fonctionne avant le congrès et pendant le congrès, doit assurer que tout se passe comme désiré par la bureaucratie syndicale.

Mais si l'on juge le déroulement du congrès justement en fonction de toute cette mise en scène, de tous ces mécanismes de contrôle bureaucratique et de ce qu'on croyait qu'il fallait être, notamment à la lumière des congrès précédents, alors on peut conclure qu'il a apporté quelques surprises. Celles-ci expriment le fait que même au sein de la bureaucratie (car ce fut un congrès de bureaucrates à 85 ou 90%), les changements de conscience qui sont en train de se produire au sein de la base des militants syndicaux finissent par avoir des effets.

Ces modifications peuvent se résumer en deux points : une combativité plus grande par rapport aux attaques patronales; une prise de distance plus accentuée à l'égard du gouvernement de coalition SPD-FDP (Parti social-démocrate, Parti libéral-démocratique). A cela s'ajoutent des fissures plus profondes au sein de la bureaucratie syndicale elle-même, qui avait pourtant réussi à maintenir une attitude monolithique lors du Xe congrès du DGB.

LES SYNDICATS PRENNENT LEURS DISTANCES PAR RAPPORT AU CABINET HELMUT SCHMIDT

Le changement de climat par rapport au gouvernement fut l'aspect le plus net du congrès. Le vieux copinage n'existe plus. Helmut Schmidt lui-même fut suffisamment réaliste pour comprendre qu'on ne pouvait plus rétablir cette atmosphère à l'aide de quelques formules.

Avant le congrès, il avait mis les syndicalistes en garde - de manière fort tiède d'ailleurs - contre le « danger d'un auto-isolement des syndicalistes ». Il avait même publiquement exprimé l'espoir que le congrès reviendrait sur le « non » conditionnel prononcé par la direction syndicale à l'égard de « l'action concertée » avec le patronat, ou du moins qu'il ne l'aggrave pas. Mais au cours du congrès lui-même, il se contenta du rôle d'« intermédiaire honnête » et de « politicien réaliste et sobre ». Son discours déplut aux congressistes.

Il n'appuya pas la revendication syndicale d'une interdiction des lock-out patronaux, revendication mise en avant après l'expérience des grèves du printemps 1978 et qui est appuyée par la direction du SPD. Il se mit à « espérer » que les patrons n'utiliseraient pas de manière « démesurée » l'arme du lock-out.

Il demanda que les syndicats conservent un « sens de la mesure » dans leurs revendications salariales, tout en ajoutant de manière démagogique que le même « sens de la mesure » devrait s'appliquer aussi à l'augmentation de l'indemnité parlementaire (celle-ci fut accrue de plus de 50%, alors que le patronat et le gouvernement considèrent des augmentations des salaires de 5% comme « excessives »).

Il estima qu'il ne faut pas « exagérer » le lien entre les mesures de rationalisation prises dans les entreprises et le chômage. Il mit les congressistes en garde contre un « retour au luddisme » (mouvement de destruction des machines à l'aube du mouvement ouvrier) et condamna l'emploi dans la presse syndicale de manchettes sensationnelles du type « un bouffeur d'emplois s'est mis en route ».

Il réitéra bien son « crédo » concernant « la lutte prioritaire contre le chômage », mais il réclama en même temps « davantage de mobilité et de flexibilité », ce qui provoqua une interruption de la salle : « Société de caravanes ». Le ministre du Travail Ehrenberg répéta la vieille démagogie concernant « les salaires allemands les plus élevés du monde » et affirma que « notre taux de chômage est parmi les plus bas de tous les pays ».

Le même Ehrenberg n'hésita pas à se lancer dans une attaque calomniatrice scandaleuse contre les chômeuses, de plus en plus en vogue dans les pays impérialistes : « *On ne les voit plus seulement dans les îles frissonnes et d'autres stations balnéaires. On les voit aussi ailleurs. Des épouses de cafetiers et de commerçants, déclarées comme employées par leurs maris, se font inscrire comme chômeuses en fin de saison et touchent l'allocation de chômage* ».

Helmut Schmidt ne put déclencher des applaudissements que lorsqu'il eut recours aux trucs oratoires classiques pour une assemblée de bureaucrates syndicaux : lorsqu'il en appela aux « jeunes » pour qu'ils montrent du respect envers « *l'effort de construction de l'organisation* » accompli par la génération des syndicalistes plus anciens, et lorsqu'il mit en garde contre toute illusion en des « solutions magiques ».

Mais son effort pour se présenter comme un « humaniste », inquiet de ce que les « *hommes et les femmes ne sont plus capables de tenir de véritables conversations les uns avec les autres* », et son plaidoyer en faveur d'« *une soirée par semaine sans télévision* », coulèrent à pic.

Cette réaction négative des congressistes à l'égard du cabinet Helmut Schmidt embarrassa la direction du DGB. Son chef, Vetter, s'efforça de garder une attitude amicale envers le chancelier. Mais il ne put s'empêcher de traiter le sujet des rationalisations et du chômage de manière explicitement opposée à celle de Helmut Schmidt. Il souligna ce que pendant des années, les directions syndicales avaient pourtant nié : que les nouvelles technologies suppriment massivement des postes de travail et que ces suppressions ne sont pas compensées par la création de nouveaux emplois dans les branches produisant les installations des technologies nouvelles, car ces branches appartiennent elles-mêmes aux branches les plus automatisées. Et il conclut qu'il n'y avait pas d'autre solution que des réductions du temps de travail sous les formes les plus diverses « *jusques et y compris la semaine des 35 heures* ».

En ce qui concerne les lock-out, Vetter s'efforça de distinguer entre Schmidt, en tant que chef de gouvernement, et la direction du SPD (dont Schmidt est le vice-président). Il remercia la direction de ce parti pour son appui au DGB. Mais le président du SPD, Willy Brandt, jeta de l'eau froide sur cet enthousiasme. Il expliqua aux congressistes que son parti ne s'était pas prononcé pour une interdiction des lock-out mais avait seulement contesté « le droit moral » des patrons de l'utiliser. Comme s'il pouvait y avoir des « vainqueurs moraux » dans la lutte de classe...

DES MOTIONS IMPREVUES ADOPTÉES PAR LES CONGRESSISTES

Il y eut au moins trois questions soumises au congrès où la « préparation sans failles » de la bureaucratie s'avéra hâtive.

Le cas le plus dramatique fut celui des nationalisations. Pendant 18 heures, le DGB s'était trouvé lié par un vote de son instance suprême, le congrès, en faveur de la « *nationalisation des industries de base, des banques et des compagnies d'assurances* ». Cela provoqua des réactions indignées dans la presse bourgeoise, qui amenèrent le congrès à réviser ses positions.

Tout avait commencé avec une proposition de résolution de la commission confédérale des jeunes syndicales (Bundesjugendausschuss). Celle-ci fut adoptée par la majorité des congressistes, malgré la résistance des dirigeants nationaux et leur appel à voter contre le projet de résolution. Ce vote indiqua que même dans la bureaucratie syndicale, ou du moins dans cette aile de la bureaucratie sensible aux fluctuations de l'opinion de la base, de telles revendications deviennent de plus en plus populaires; et c'est là une conséquence de la dépression de l'économie capitaliste.

Après les réactions violentes de la presse et de la TV, le lendemain, la séance fut levée, des sessions privées de conditionnement des délégués furent tenues, puis le congrès

fut réouvert et, « *à une majorité écrasante* », une motion fut votée, annulant le vote précédant. L'argument utilisé à cette fin est particulièrement significatif et perfide : la motion en faveur de la nationalisation « *dépasserait le programme du DGB* » et ne pourrait être soumise au vote qu'au prochain congrès, en 1980.

Or, il se fait que le congrès du DGB réclame explicitement la « *transformation des industries-clé et des autres entreprises occupant une position dominante sur le marché, en propriété collective* ». Les banques et compagnies d'assurances occupent sans aucun doute pareille « position dominante ». C'est justement la direction du DGB qui cherche à réviser ce point du programme, ou du moins cherche à le reformuler de manière plus floue et plus prudente.

Elle avait d'ailleurs l'intention de le faire à ce congrès de Hambourg, - mais s'en était prudemment gardée vu le changement de climat au sein des syndicats. Elle avait donc remis cette opération à 1980, - et s'était vue confrontée avec une initiative de la jeunesse syndicale tendant à confirmer le programme en vigueur, initiative à laquelle elle reprocha de vouloir... dépasser ce programme ! Belle hypocrisie...

Mais si la direction a pu rattraper la balle dans l'affaire - de toute façon largement platonique - des nationalisations, il n'en alla pas de même dans deux autres votes.

SUR LA SEMAINE DE 35 HEURES

Le plus important est celui d'une motion, émanant également de la commission confédérale des jeunes syndicales, en faveur de la semaine des 35 heures. Cette motion fut votée contre l'avis de la direction confédérale, et contre l'avis de la commission des résolutions. Ce vote confirme celui du congrès des métallurgistes de Düsseldorf, où un incident analogue s'était produit. Il confirme la sensibilité très grande des travailleurs ouest-allemands en faveur d'une réduction de la durée légale du tra-

vail, sensibilité qui trouve des échos croissants au sein de l'aile «gauche» de la bureaucratie syndicale elle-même.

L'adoption de cette motion est importante tout d'abord parce qu'elle neutralise la manœuvre de récupération de la bureaucratie qui consiste à plaider en faveur d'une réduction du temps de travail global (annuel), puis à traduire cette revendication par la demande de jours de congé supplémentaires, d'abaissement de l'âge de la retraite pour des travailleurs partiellement invalides et d'autres dérivatifs du même genre. Grâce à cette motion du congrès, il sera plus facile pour les syndicalistes de combat de lutter pour que la revendication de la semaine de 35 heures, mesure centrale et unificatrice contre le chômage, soit introduite dans toutes les négociations contractuelles courantes, et devienne l'objet de luttes syndicales concrètes et immédiates.

En outre, cela accroît la difficulté pour la bureaucratie de passer outre au vote du congrès des métallurgistes, ce que fit d'ailleurs un des dirigeants principaux de l'IG Metall, qui fit voter «ses» délégués contre les 35 heures au congrès de Hambourg, malgré la motion adoptée à Düsseldorf ! Déjà les manœuvres se multiplient pour affirmer que ce vote n'implique pas une introduction «immédiate» des 35 heures, mais seulement son introduction «par étapes»; sinon, les «charges financières des entreprises deviendraient insupportables» etc. Les syndicalistes de combat devront donc veiller au grain...

UNE FISSURE AU SEIN DE LA BUREAUCRATIE

Une troisième motion importante fut adoptée de manière imprévue par le congrès de Hambourg, contre la volonté de la direction confédérale : ce fut la motion confirmant le rejet de «l'action concertée». L'adoption de cette motion résulte d'une controverse publique entre deux ailes de la bureaucratie syndicale, la première représentée par le

dirigeant des travailleurs de l'industrie chimique, Hauenschildt, la seconde par le dirigeant du syndicat des travailleurs des Transports et de la Fonction publique (OeTV - Oeffentliche Dienste, Transport und Verkehr), Kluncker.

Hauenschildt avait commis l'imprudence de reprendre au bond la balle lancée par le chancelier Helmut Schmidt en faveur d'un retour des syndicats à l'action concertée avec le patronat. Mal lui en prit, car ce plaidoyer provoqua une riposte massive des congressistes, avant tout articulée par Kluncker. Celui-ci alla même jusqu'à proposer le rejet de «l'action concertée» «sous toutes ses formes». Malgré l'opposition de la direction confédérale, cette motion radicale fut adoptée !

Mais dans ce domaine également, les dirigeants du DGB s'apprentent cyniquement à violer leur propre légalité, c'est-à-dire proclament publiquement qu'ils ne vont point respecter les décisions de leur congrès.

Le chef du DGB Vetter affirma dès le lendemain du congrès dans une interview donnée à *Bild am Sonntag* : «S'il s'agit du plein emploi, nous sommes prêts à renouer le dialogue à tout instant», et à retourner «à des conversations continues communes» avec le patronat, pourvu que «quelque chose de raisonnable en résulte». Le chef de l'IG Metall, Eugen Loderer, déclara : «Nous n'avons pas rompu l'action concertée par principe. C'est la composition des réunions qui est décisive...». Ici aussi, il faudra veiller au grain.

Vetter reste donc Vetter, et Loderer reste Loderer. La bureaucratie n'a point changé à la lumière du congrès de Hambourg. Vetter a même affirmé qu'au cours des trois dernières années, il n'y a pas eu de changements importants en RFA. Il mentionna cependant de manière prudente une «contradiction» entre le capital et le travail. Mahlein, le dirigeant du Syndicat des travailleurs de l'imprimerie et du papier,

engagé dans un dur combat contre le patronat, rectifia sèchement : la contradiction entre le capital et le travail est la contradiction fondamentale en RFA. En effet.

LE GROUPE D'ACTION SYNDICALE CONTRE LA MENACE NUCLEAIRE

En marge du congrès, le Groupe d'action syndicale contre la menace nucléaire avait organisé une assemblée et une conférence de presse pour attirer l'attention des congressistes et de l'opinion publique sur ses activités.

Ce Groupe d'action a réussi à rassembler au cours des derniers mois l'appui (les signatures) de milliers de membres du DGB et de plus de 1000 syndicalistes exerçant des fonctions syndicales au niveau des entreprises ou des organisations syndicales locales et régionales. Il a constitué des groupes locaux dans une vingtaine de villes. Parmi les groupements qui ont accordé un soutien collectif au Groupe d'action, figurent, entre autres, le Syndicat des postiers de Francfort, le Syndicat de l'enseignement de Berlin, les Jeunesses socialistes de Hesse (district du sud).

Il faut se rappeler qu'il y a à peine un an, Heinz Brandt, ancien rédacteur du journal de l'IG Metall, *Metall*, avait été exclu du syndicat des métallurgistes parce qu'il avait dénoncé la complicité de conseillers d'entreprises avec le patronat privé de l'industrie électro-nucléaire dans la défense irresponsable de toutes les constructions de centrales nucléaires en cours. Cette exclusion avait dû être annulée plus tard, sous la pression de la protestation venue de la base.

Au congrès syndical de Hambourg, le chef du DGB, Vetter, fut obligé lui-même de dénoncer la «déviation syndicaliste» (mieux aurait valu dire : corporatiste) qui consiste à faire appuyer des initiatives dans l'intérêt du patronat par des conseillers d'entreprises. Là aussi la pression de la base et les progrès - lents mais réels - de la conscience de classe commencent à avoir des échos au sein de l'appareil syndical lui-même.



Femmes

Avortement, contraception, droits des femmes :

Une nouvelle bataille est nécessaire

*Dans la plupart des pays du monde,
les femmes n'ont pas le droit de décider librement si oui, ou non,
elles veulent des enfants.*

Et cela ne vaut pas seulement pour les pays coloniaux ou semi-coloniaux.

Jacqueline HEINEN

Malgré les mobilisations massives impulsées durant la dernière période par un front uni de femmes se battant pour obtenir le droit à l'avortement, le gouvernement de Nouvelle-Zélande a adopté début avril un texte de loi se conformant au rapport de la Commission royale chargée d'étudier le « problème » de l'avortement. Mis à part les lois fascistes, cette loi s'avère être l'une des plus répressives et des plus inhumaines au monde. Même une femme violée n'a pas le droit d'avorter. Seuls les cas d'inceste et de déficience mentale sont retenus comme des raisons « valables » pour justifier un avortement. Le Centre d'Aide médicale d'Auckland qui prenait en charge près de 83% des avortements effectués en Nouvelle-Zélande devra vraisemblablement fermer ses portes faute de patientes. Seules quinze femmes ont obtenu le droit d'avorter depuis que la loi a été passée... On imagine le désespoir de toutes les autres.

Certes, il s'agit d'un cas extrême et d'un retour en arrière particulièrement brutal par rapport à une situation de fait qui permettait à bon nombre de femmes d'avorter dans des conditions relativement acceptables. Mais on aurait tort d'interpréter ce fait comme une « bavure » dans la politique de la classe dominante d'un pays donné.

Dans la plupart des pays du monde, les femmes n'ont toujours pas le droit d'avorter. Elles n'ont toujours pas le droit de décider librement si oui ou non elles veulent des enfants. Et cela ne vaut pas seulement pour les pays coloniaux ou semi-coloniaux. Ni pour un pays

comme l'Espagne où la « démocratisation » de la vie politique n'est pas encore venue à bout de quarante ans de franquisme et de la toute-puissance de l'Eglise catholique en ce qui concerne le statut social des femmes. Il semblerait que près de 80% des femmes qui sont actuellement en prison dans ce pays y soient pour des soi-disant « crimes féminins », dont l'avortement en première instance.

En Hollande, en Belgique, en Suisse, en Allemagne, pour ne citer que quelques exemples des pays capitalistes où les femmes se battent depuis des années pour obtenir ce droit, l'avortement reste punissable, en dehors de situations tout à fait exceptionnelles. L'application de la loi s'avère variable selon les pays et les régions, mais une chose est certaine : la classe dominante utilise tous les moyens en son pouvoir pour reculer le moment où elle devra reconnaître les femmes comme des individus à part entière, libres de contrôler leur corps et de décider du cours de leur vie. Et quand elle finit par céder, acculée par un mouvement de masse exigeant la libéralisation de la loi, elle s'arrange en général pour le faire aux moindres coûts, comme on l'a vu en France avec la loi Veil qui, au-delà de toutes les restrictions qu'elle impose, ne prévoit pas le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale.

Mais ce qui apparaît le plus clairement aujourd'hui, en cette période de crise économique et sociale, c'est que même dans les pays où la loi a été libéralisée, les gouvernements en place sont les premiers à soutenir l'aile la plus réactionnaire

de la bourgeoisie qui ne cesse de réclamer l'abolition des maigres droits acquis. Que ce soit de manière indirecte en effectuant des coupes sombres dans les budgets sociaux (ce qui, comme par hasard, a toujours pour effet de restreindre d'abord les crédits affectés aux avortements dans les services hospitaliers). Ou que ce soit de manière ouverte, en introduisant des clauses restrictives à la loi à la faveur de débats parlementaires et souvent sous prétexte de mieux « protéger les femmes contre les abus ».

On connaît la situation en Grande-Bretagne où, depuis trois ans, les amendements se succèdent et se ressemblent - qu'ils soient le fait de membres du Parti travailliste ou du Parti conservateur - tous aussi réactionnaires et ne prétendant qu'à une chose : empêcher la femme de faire usage d'un droit pourtant déjà bien limité, et remettre la décision entre les mains du médecin, du mari, de l'administration, des juges..., de tout le monde en un mot, sauf des principales intéressées.

On vient de voir les appels du Pape pour tenter de prévenir toute concrétisation de la loi qui a été votée récemment en Italie, une loi restrictive qui soumet l'avortement au consentement de l'époux et le rend quasi inaccessible aux mineures. Une loi qui, si l'on en croit les derniers sondages, a peu de chances de se voir appliquée, dans ce pays où la majorité des hôpitaux se trouvent encore sous le contrôle de l'Eglise (nombre d'entre eux sont propriété des ordres religieux). Les exhortations du Pape aux médecins et au personnel médical, le

jour même de l'entrée en vigueur de la loi, pour qu'en bons chrétiens ils usent de la clause de conscience et du droit que leur reconnaît la loi de refuser d'effectuer des avortements, semble en effet avoir rencontré un écho très large. Le premier recensement effectué dans la capitale montre que 90% à 95% du personnel des hôpitaux - les religieuses forment une grande part des infirmières - refuse de pratiquer les avortements légaux.

La tentative de diviser les femmes entre elles, majeures et mineures, autochtones et immigrées, blanches et noires, riches et pauvres, est une solution qui semble faire recette.

Témoin la façon dont la bourgeoisie américaine a soutenu l'amendement Hyde qui entraîna la suppression des crédits fédéraux destinés à venir en aide aux femmes les plus pauvres devant avorter dans des établissements aux coûts extrêmement élevés (près de 40% des femmes noires se trouvent dans ce cas). Une mesure qui a eu des effets décuplés puisqu'une série d'Etats se sont empressés de suivre cet exemple en coupant à leur tour les crédits des gouvernements régionaux. Une mesure qui s'est accompagnée, dans plus d'un Etat, de tentatives des Cours régionales de réintroduire dans la loi une clause exigeant le consentement de l'époux ou des parents dans le cas des mineures). Sans parler de la proposition d'un amendement qui permet aux patrons de refuser de payer son salaire à une femme qui prend un congé pour avortement, ni des exigences absolument démesurées concernant l'équipement des cliniques qui effectuent des avortements, dans le but de prévenir l'ouverture du plus grand nombre d'entre elles et de rendre leur fonctionnement impossible en raison de charges financières insupportables.

Une mesure donc, qui a ouvert toutes grandes les portes à la réaction. Durant la dernière période, cela s'est traduit par la violence ouverte avec laquelle les forces d'extrême-droite sont intervenues contre toutes celles et tous ceux qui prétendent appliquer la loi. Les attaques physiques contre les cliniques faisant des avortements ne

comptent plus. La mise à feu de celle de Cleveland en Ohio n'est hélas qu'un exemple de la longue série de forfaits perpétrés par des groupes qui ne font d'ailleurs pas mystère de leurs idées racistes. Ceux-là même qui, à Porto-Rico ou ailleurs, soutiennent la politique de contrôle des natalités imposée par l'impérialisme aux minorités ethniques ou aux populations colonisées. Près de la moitié de la population féminine de cette île et près d'un tiers des femmes indiennes aux USA ont en effet été soumises à la stérilisation forcée. On parle d'un plan de l'AID (lié à la CIA qui prévoit la stérilisation forcée de rien moins que cent millions de femmes, à savoir près du quart de la population féminine du globe...).

Point n'est besoin de préciser que ces mesures visent avant tout les femmes des pays du tiers-monde. Mais il faut souligner qu'en Europe aussi, la stérilisation forcée est souvent imposée aux femmes immigrées qui viennent à l'hôpital après une fausse-couche qu'elles ont provoquée elles-mêmes, faute d'avoir le droit d'avorter légalement. On en a de nombreux exemples en France notamment.

Une campagne pour la liberté de l'avortement et la contraception, et contre la stérilisation forcée est donc une tâche d'urgence. C'est ce dont ont discuté les femmes qui, à l'appel du NAC (Campagne nationale pour l'avortement en Grande-Bretagne) se sont réunies à Londres les 10 et 11 juin derniers.

UNE CAMPAGNE INTERNATIONALE POUR LE DROIT A L'AVORTEMENT

Pour insuffisamment représentative qu'elle ait été, cette première coordination internationale sur l'avortement a néanmoins permis aux déléguées et aux observatrices présentes de jeter les bases d'une campagne qui se veut massive et ouverte à toutes les forces du mouvement des femmes et du mouvement ouvrier susceptibles d'appuyer une telle initiative.

Il y avait là des représentantes du NAC, des coordinations nationales sur l'avortement de Hollande et de Belgique, du CISAI (campagne d'in-

formation sur l'avortement) de Bologne en Italie, des centres de femmes pour l'avortement et la contraception de Barcelone et Madrid en Espagne, de groupes du Mouvement des femmes en Suisse, de groupes parisiens qui cherchent à impulser une campagne pour l'application de la loi Veil, du Labour Party et de la IVe Internationale.

Une date a été retenue pour une journée d'action internationale en avril prochain, étant entendu qu'il faudrait tenir des coordinations régulières d'ici là. (Les déléguées du NAC ont en principe accepté d'être responsables du travail central de coordination.). Dès l'abord, la volonté s'est exprimée de ne pas limiter une telle campagne au cadre européen, mais de tout faire pour qu'elle prenne une dimension véritablement internationale. D'où l'importance de répondre aux problèmes spécifiques auxquels sont confrontées les femmes des pays coloniaux et de ne pas centrer toute la campagne sur les exigences des femmes des seuls pays capitalistes.

C'est dans ce sens que le slogan central est le suivant :

**AVORTEMENT
CONTRACEPTION
DROITS DES FEMMES
NON A LA STERILISATION
FORCEE**

D'autres revendications, relatives à l'application de la loi, aux modalités financières, aux centres à mettre en place, à l'éducation sexuelle et au problème des moyens contraceptifs, etc., pourront être discutés dans chaque pays en fonction des situations spécifiques et faire l'objet d'affiches tenant mieux compte des particularités. Mais il a été proposé maintenant qu'une affiche internationale, traduite dans les diverses langues, structure l'ensemble de la campagne et qu'un projet soit adopté dans ce sens dès la prochaine coordination qui se tiendra à Bruxelles les 23 et 24 septembre prochains.

On y discutera entre autres d'un projet d'appel, des moyens d'agitation permettant de trouver les fonds nécessaires à une telle cam-

pagne et des méthodes de propagande à employer pour donner à cette dernière l'écho le plus large.

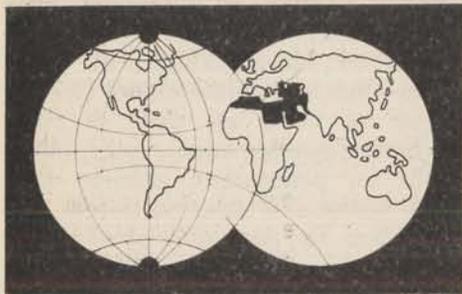
Le Bulletin *Donna* édité par le groupe du CISAI de Bologne s'est offert pour faire office de bulletin de liaison dans cette campagne, et les contributions écrites qui ont été demandées pour la réunion de septembre serviront de base pour des

articles à publier dans la presse féministe des divers pays où, éventuellement, pour un bulletin d'information au niveau national.

L'objectif essentiel, c'est bien sûr de parvenir, dans chaque pays, à créer des comités unitaires rassemblant le plus grand nombre de groupes féministes et d'organisations politiques ou syndicales prêtes à

s'engager dans une bataille active pour ce droit imprescriptible des femmes : celui de contrôler leur corps et de décider de leur propre destinée.

(Toute correspondance est à adresser au NAC, 30, Camden Road, London NW1, et les articles de contribution à *Donna-CISAI*, via Massarenti, 190, Bologne, Italie).



Iran

7 ans derrière les barreaux des prisons politiques du Shah

Depuis mon arrestation, j'ai subi les tortures physiques et psychologiques les plus abominables; leur nature et leur diversité sont connues de toutes les organisations et de tous les individus qui aiment la liberté et des progressistes du monde entier.

Behrooz HAGHI MANI'E

● L'appel ci-dessous a été publié en avril 1978 par Behrooz Haghi Mani'e, prisonnier politique à Tabriz en Iran. La traduction anglaise en a été faite par le Comité pour la liberté artistique et intellectuelle en Iran, qui fait circuler l'appel à l'échelle internationale.

* * *

A l'honorable direction de la Commission des Nations Unies pour les droits de l'Homme :

Sept ans ont passé depuis que moi, Behrooz Haghi Mani'e, né à Tabriz et antérieurement instituteur dans plusieurs villages de l'Azerbaïdjan fus arrêté et emprisonné par des agents armés de la SAVAK (la police secrète iranienne), pour l'unique raison que le centre de contrôle idéologique du gouvernement n'aime pas mes idées.

Depuis mon arrestation, j'ai subi les tortures physiques et psychologiques les plus abominables; leur nature et leur diversité sont connues de toutes les organisations et de tous les individus qui aiment la liberté et des progressistes du

monde entier. Les dossiers fabriqués sur mon cas et rassemblés par le gouvernement au cours de toutes ces années de torture inhumaine ne contiennent pas un seul aveu pouvant confirmer les charges soulevées contre moi par la Cour militaire.

Selon l'article 5 de la Déclaration des droits de l'homme des Nations Unies, dont le gouvernement iranien est signataire « *Nul ne doit être soumis à la torture ou à des traitements ou des sanctions cruels ou dégradants* ».

Selon l'article 131 du code pénal de l'Iran, « *la torture est illégale et toutes les déclarations faites sous la torture par un accusé s'accusant lui, ou elle, ou accusant d'autres personnes sont irrecevables à des fins judiciaires ou administratives* ».

Selon l'article 79 du Supplément à la Loi constitutionnelle d'Iran, « *lorsqu'il s'agit de délits politiques, des journalistes et un jury doivent être présents au procès* ». Et, selon l'article 72, de ce même Supplément à la Loi constitutionnelle d'Iran, « *toutes les affaires politiques doivent passer devant une cour civile* ».

Malgré cela, moi, comme des milliers d'autres prisonniers politiques, j'ai été déféré aux tribunaux militaires de Téhéran et là, contrairement aux lois mentionnées ci-dessus, je fus jugé secrètement en l'absence de jury et je fus condamné à la prison à vie.

Depuis le moment de mon arrestation, quand je fus transféré de chez moi à la capitale, on m'a interdit les visites et la correspondance. Cela fut une cause de grande anxiété et une épreuve psychologique pour ma famille, car pendant des mois, elle n'a eu aucune information sur moi.

Après ma condamnation, je fus exilé dans une autre prison. L'intention du régime lorsqu'il exile les prisonniers politiques dans les régions les plus éloignées du pays ne peut être autre que :

1. Exercer une pression financière sur les proches du prisonnier et créer des difficultés extrêmes pour toute sa famille.
2. Mettre le prisonnier en état d'inertie mentale et en conséquence lui faire subir un « lavage de cerveau ».

3. Etouffer le tempérament révolutionnaire du prisonnier.
4. Imposer la politique de répression du gouvernement en coupant le prisonnier de ses racines et de tout contact avec sa famille.
5. Et finalement, dénier au prisonnier le soutien moral et matériel qu'il ou elle pourrait recevoir de la part de gens conscients.

Pendant que j'étais détenu dans une cellule isolée de la prison de Sanandaj, tous les moments de ma détention me rapprochaient d'une mort consciente, graduelle et je subissais toutes sortes d'insultes et de tortures barbares toute la journée. On répand la peur pour créer dans les prisons une atmosphère de domination policière et de répression; les cris des prisonniers y sont étouffés et personne n'ose dire un mot contre les violations des droits des prisonniers.

Pendant des mois, j'ai lutté contre la mort dans une cellule infestée de puces et de punaises, à l'air saturé par l'odeur fétide des toilettes et privée de la lumière du soleil. Les gardiens refusaient de transmettre aux prisonniers les livres apportés en cadeau par les visiteurs. Mais les cris et les hurlements des prisonniers torturés dans les cachots ne nous étaient pas épargnés. Le cliquetis des chaînes autour des pieds des prisonniers se mêlait à leurs cris et à leurs hurlements.

Ma résistance et mon appui aux justes revendications des prisonniers rendaient les gardiens furieux. Ils montrèrent clairement leur nature réactionnaire quand ils traînèrent dans ma cellule un prisonnier mourant atteint de toutes sortes de maladies contagieuses. Selon le médecin de la prison, ce patient aurait sérieusement mis en danger la santé des prisonniers de droit commun si il avait été placé dans leur section. J'ai demandé dans quelle école de médecine avait été démontrée l'immunité des prisonniers politiques aux maladies contagieuses ?

Après deux ou trois jours, ce malheureux, qui n'avait reçu absolument aucune assistance médicale, mourut dans ma cellule. Après son décès, les gardiens, bafouant tous les droits humains, refusèrent ma demande légale de désinfection

de ma résidence permanente (le cachot de la mort à petit feu), ils espéraient intensifier ainsi ma torture psychologique. Mais la persistance de la torture ne put semer dans mon esprit les germes de la soumission. Cela n'a fait que me rendre encore plus conscient de la nature barbare du régime.

En plein milieu d'une nuit de l'été 1972, les autorités pénitentiaires, qui m'avaient provoqué jusqu'à ce que je proteste, m'amènèrent dans la cour de la prison, me lièrent les mains dans le dos et me fouettèrent. On me força ensuite à me coucher sur le sol recouvert de sable et de petits morceaux de verre cassé. Alors, tandis que mon bras droit saignait et que j'avais toujours les mains attachées dans le dos, je fus obligé de m'étendre nu sur une plaque de ciment où ils me torturèrent pendant des heures.

Utilisant la même sorte d'accusation que celles qui sont ordinairement soulevées contre tous les prisonniers politiques - propagande communiste, insultes à Sa Majesté, incitation de prisonniers à la révolte, etc. - j'eus droit à un nouveau procès et on me condamna à trois ans d'emprisonnement.

Après cette mise en scène, je fus exilé à la prison de Bandar-Abbas, prison qui rappellera de douloureux souvenirs du passé dans l'esprit du peuple opprimé, une prison dans laquelle des centaines de gens ont perdu la vie soit à cause de la chaleur insupportable, soit à la suite de tortures. Des centaines de prisonniers ne sont jamais sortis de cette geôle et les membres de leurs familles ont espéré par milliers, en vain, le retour de ceux qu'elles aimaient.

Dans cette lointaine prison, à 3000 kilomètres de ma famille et sous un climat d'une chaleur insupportable, la police pouvait appliquer sans restriction la politique répressive du gouvernement. L'un de mes amis, Sa'eed Kalantari, qui souffrait d'une hernie et d'asthme dûs aux tortures pendant son interrogatoire, fut séparé de nous après 17 jours de grève collective. Il fut transféré à la prison de Ghezal-Ghaleh sous le prétexte de traitement médical. Mais après encore des mois de tortures, lui et

huit autres prisonniers politiques furent exécutés sous le prétexte inventé de « tentative d'évasion ».

Dans cette prison également, la police eut recours à toutes sortes de traitements barbares pour soumettre les prisonniers politiques. Par exemple, avec l'aide d'éléments indésirables, la police s'arrangeait pour mettre du verre cassé ou des ordures dans la nourriture des prisonniers. Elle faisait répandre des rumeurs fausses sur les prisonniers pour les démolir. Dans le climat suffocant de Bandar-Abbas, les gardiens coupaient délibérément l'électricité et l'eau et, dans le but de nous dégrader encore plus, parlaient en plaisantant gaiment de leurs bureaux à air-conditionné, si agréables. Ils pensaient ainsi provoquer leurs pensionnaires. Au mois de juillet, avec son climat meurtrier, les autorités de la prison et des officiers de police de la ville, m'ont jeté dans une cellule torride et puante.

Aucun criminel n'est soumis à un pareil châtiment à cette époque de l'année. Tout mon corps commença à se couvrir de cloques et à enfler à cause de l'humidité intense et du manque d'oxygène. La souffrance cardiaque rendait chaque moment de cette mort lente de moins en moins tolérable. Mais la mort n'est pas venue.

Quelques temps après les gardiens et les officiers de police de la ville me soumièrent, ainsi que les autres prisonniers politiques, aux pires sortes de tortures parce que nous ne voulions pas céder. Nous commençâmes tous à vomir et l'un de mes amis, Hossein Khoshnevis, resta inconscient et en sang pendant plus de 24 heures.

Ces conditions de détention insupportables nous poussèrent (Mohammad Ali Partovi, mon compagnon martyrisé Behrooz Sanei, Hossein Khoshnevis et Behrooz Haghei) à entreprendre une grève de la faim dans la prison humide et chaude. En fait, nous préférons mourir de cette façon plutôt que de souffrir cette mort à petit feu sous la torture et les humiliations. Pendant 33 jours, nous continuâmes la grève de la faim, les pieds et les mains attachés.

Les gardiens, persistant dans leur acharnement ne firent aucune attention à notre grève et à nos revendications. Le douzième jour de la grève, des agents de la SAVAK et des gardiens commencèrent à démolir les murs de la prison à coups de marteau, nous recouvrant sous le plâtre des murs. Jusqu'au dernier jour la police disait : votre certificat de décès est déjà prêt et vous serez enterrés aussitôt que morts; des centaines d'autres ont connu le même destin.

Après 33 jours de lutte avec la mort, nous fûmes transférés à l'intérieur de l'enceinte de la prison. Tout notre argent et nos affaires nous avaient été volés. L'indifférence avec laquelle les autorités accueillait nos plaintes et nos revendications, l'éloignement de nos familles, qui nous avait supprimé tout contact avec le monde extérieur, donnaient à la police toute liberté pour rogner comme elle le voulait nos droits élémentaires et nous faire souhaiter la mort.

Des mois plus tard, en septembre 1975, nous (Hossein Khoshnevis Mohammad Ali Artovi, Behrooz Haghei) fûmes arrêtés en essayant de nous évader. Cela fut la meilleure des excuses pour permettre à la police de nous assassiner. Après avoir été arrêtés, nous fûmes battus si sévèrement qu'au bout de quelques minutes il ne restait plus rien de nos vêtements, lunettes et montres. Après plusieurs jours de torture constante et de pseudo-interrogatoires, nos cheveux et nos moustaches furent rasés d'une façon ridicule.

Accusant faussement l'un de nos compagnons, Behrooz Sani'e et un étudiant du Collège agricole de Karaj de «tentative d'évasion», ils nous soumièrent tous à la torture en même temps. Alors sans aucune honte et se moquant totalement de nos droits les plus élémentaires, les gardiens nous introduisirent leurs bâtons dans le rectum sous le regard de prisonniers de droit commun. Au bout d'une semaine de torture physique et psychologique dans les cellules torrides et nauséabondes, Behrooz Sanei mourut et fut ainsi sauvé de l'agonie et de la mort lente.

Pendant ces quatre mois de torture ininterrompue, on ne nous donnait même pas suffisamment de pain à manger et nous ne fûmes jamais autorisés à utiliser suffisamment d'eau. On ne nous permettait pas d'aller aux toilettes, sans les chaînes aux pieds. Dans ces conditions, nous étions obligés d'utiliser nos cellules comme toilettes. Nous étions restés enchaînés si longtemps que non seulement les chaînes nous avaient blessé les pieds, mais qu'elles avaient rouillé et qu'elles se cassèrent.



Au bout d'un certain temps, on nous mit chacun dans des cellules séparées. Pendant 24 heures la police cogna constamment sur les toits, créant un écho effrayant à l'intérieur des cellules. L'air contaminé et l'état de notre peau entraînèrent une infection du sang. La durée des périodes de torture, le manque d'oxygène, la chaleur insupportable et l'odeur putride, la douleur extrême due à la pression des chaînes, la privation de nourriture et d'eau en quantité suffisante nous occasionnèrent diverses maladies et une faiblesse générale de l'organisme.

Après mon transfert à la prison de Mashhad en janvier 1976, je subis un examen médical au département de chirurgie de l'hôpital de Shahnaz. Les médecins recommandèrent une opération de l'intestin et des analyses de sang et d'urine pour savoir si j'avais la tuberculose. On découvrit que mes poumons fonctionnaient mal. J'ai dépensé des milliers de tomas de mon argent personnel pour acheter des médicaments. Et maintenant, 36 mois après la recommandation des médecins, les autorités pénitenciaires n'ont fait aucun arrangement pour l'opération ou pour faire soigner mes poumons.

Plus tard, lorsque je fus transféré à la prison de Tabriz, j'ai subi un autre examen, en février 1977, et de nouveau je fus signalé comme devant être opéré et soigné. Cependant, les autorités n'ont pas levé le petit doigt. Une telle indifférence a encore accru mes problèmes de santé. Cette négligence est la pratique courante et menace la vie de centaines de prisonniers politiques.

1. J'en appelle à toutes les organisations autorisées, en particulier à l'honorable direction de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, au Comité de défense des prisonniers politiques iraniens, à la Croix rouge internationale, au Comité pour la défense et le progrès des droits de l'homme en Iran, et au *Monde*, journal estimé et progressiste, pour qu'ils utilisent leur pouvoir et leurs possibilités d'initiative pour organiser un tribunal international et mettre en accusation tous les tortionnaires iraniens, en particulier ceux qui sont responsables de la mort de mon compagnon de cellule, Behrooz Sanei, étudiant du Collège agricole de Karaj.

2. Je vous demande de sauver la vie de milliers de prisonniers politiques en faisant progresser la reconnaissance des droits de l'homme et en exigeant le renforcement des normes internationales en ce qui concerne ces droits.

Avec le respect qui vous est dû,
Behrooz Haghi Mani'e,
prisonnier politique à Tabriz, Iran

Appel de 32 prisonniers politiques de Tabriz

L'appel que nous publions ci-dessous a été rendu public le 23 avril par 32 prisonniers politiques de Tabriz en Iran. La traduction en a été assurée par le Comité pour la liberté artistique et intellectuelle en Iran, qui fait circuler l'appel internationalement.

A l'honorable direction de la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme :

Nous, groupe de prisonniers politiques de Tabriz, vous informons respectueusement que nous avons été arrêtés par des agents de la SAVAK (la police secrète iranienne) parce que nous lisions un tract, ou un livre ou participions à des manifestations à l'Université.

Nous avons été interrogés sous la pression de tortures physiques et psychologiques. Sur la base des dossiers établis dans ces conditions, nous avons été condamnés à de longues peines de prison par des tribunaux militaires secrets qui se sont tenus à Tabriz et Téhéran.

En violation de l'article 131 du Code pénal iranien, qui condamne explicitement tous les actes de torture et de violence contre un accusé et considère comme sans valeur toutes les confessions d'auto-accusation, aussi bien que celles incriminant des tiers, extorquées par la torture.

En violation de l'article 72 du Supplément à la Loi constitutionnelle d'Iran, qui établit que «toutes les affaires politiques doivent être soumises à des cours civiles, sauf cas indiqué par la loi».

En violation de l'article 76 du Supplément à la Loi constitutionnelle d'Iran, qui établit que tous les procès doivent être pu-

blics, à moins que leurs attendus ne soient considérés comme portant atteinte ou étant contraire à la moralité publique.

Et, en violation de l'article 39 du Supplément à la Loi constitutionnelle d'Iran, qui établit que «pour les affaires politiques, des membres de la presse et un jury doivent être présents au tribunal», nos procès ont lieu devant des tribunaux militaires secrets et en l'absence d'un jury.

Au vu de récentes déclarations de personnalités gouvernementales à la presse ou des organisations internationales, niant toute connaissance de l'usage de la torture dans le passé en Iran, nous, prisonniers politiques de Tabriz, demandons à être jugés de nouveau, par des tribunaux civils publics et en présence d'un jury.

Nous avons à maintes reprises fait parvenir aux autorités - à la fois verbalement et sous forme écrite - nos revendications des droits civiques. Elles nous ont répondu qu'exaucer nos demandes excédait les limites de l'autorité dont elles étaient investies. Nous faisons donc appel à vous pour obtenir par une prompt action satisfaction sur les points suivants :

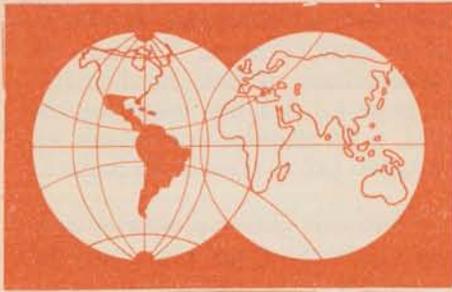
1. Remise de tous les livres et journaux légaux iraniens et étrangers que nous apportent nos familles;
2. Fourniture pour usage personnel de postes de radio à ondes courtes et des lecteurs de cassettes;
3. Droit de visite de nos familles et de nos proches;
4. Augmentation de notre ration alimentaire;
5. Réduction des prix coûteux de l'intendance de la prison et son aménagement en coopérative;

6. Accès au médecin de la prison et droit d'envoyer des malades dans les hôpitaux de la ville si nécessaire;
7. Espace suffisant donné à chaque prisonnier;
8. Institution d'ateliers de fabrication pour les prisonniers;
9. Amélioration de la clinique dentaire de la prison et réparation de son équipement.

Comme nous n'avons reçu aucune réponse aux demandes ci-dessus, qui furent portées à l'attention de toutes les autorités responsables le 15 avril 1978, nous déclarons faire la grève des visites, à partir du 23 avril 1978.

Signatures :

Behrooz Haghi Mani'e, prison à vie
Ebrahim Dinkhah, prison à vie
Mohammad Azadghar, prison à vie
Sa'eed Kardan Haivaie, 15 ans de prison
Mashallah Saleemi, 7 ans de prison
Hematali Norouzpour, 10 ans de prison
Massoud Kamali, 5 ans de prison
Firooz Zalzadeh Milani, 10 ans de prison
Ebrahim Mazhabi, 5 ans de prison
Jafar Nadjafi, 10 ans de prison
Seyed Sadegh Seyed Nourani, 5 ans de prison
Majid Jamil Azar, 5 ans de prison
Gholam-Reza Partovi Nedjad, 5 ans de prison
Jebrael Zamani, 5 ans de prison
Akbar Sadeghi, 4 ans de prison
Ghafour Bahari, 5 ans de prison
Rahmat-Allah Elhami, 5 ans de prison
Hojat-Allah Elhami, 4 ans de prison
Ali Athari, 5 ans de prison
Bagher Zinali, 3 ans de prison
Rahim Saraj Rezaie, 3 ans de prison
Ahmad Lotfi-Nejad, 2 ans de prison
Majid Irvani, 4 ans de prison
Ahad Sorkhi, 7 ans de prison
Majid Jafari, 4 ans de prison
Ali Azadfar, 6 ans de prison
Mostafa Rezaie, 6 ans de prison
Mohamad-Taher Adami, 11 ans de prison
Ata Alizadeh, 4 ans de prison
Habib Kazemzabeh Mehdi, 4 ans de prison
Mohamad Bagher Farhadian, 2 ans de prison
Reza Piltan, 4 ans de prison



Nicaragua

Le front sandiniste et la crise de direction révolutionnaire

L'assassinat de Chamorro brisa les apparences mêmes de possibilité de dialogue avec le régime et la spontanéité révolutionnaire des masses est apparue au moment où le manque de perspectives politiques propres et l'absence de directions ouvrières reconnues et indépendantes de la bourgeoisie se combinaient tragiquement.

Fausto AMADOR

I

● Une nette remontée du mouvement des masses se produit au Nicaragua depuis le milieu de l'année 1977. La censure de la presse et l'état de siège virtuel (la loi martiale et l'état de siège sont restés en vigueur officiellement du 28 décembre 1974 au 19 septembre 1977) interdisant toute forme d'activité politique, rendaient difficile l'appréciation de la dynamique sociale latente. L'activité des masses apparaissait déguisée, essentiellement sous des dehors religieux. Des centaines d'associations communales, ouvrières et paysannes, d'un caractère apparemment purement chrétien, virent le jour. Inévitablement, chacune de ces associations finissait par centrer toutes ses activités autour de revendications économiques concrètes. Les affrontements entre la garde nationale (GN) et les groupes organisés autour des paroisses devinrent des phénomènes fréquents.

A la fin 1977, les syndicats commencèrent à se sentir obligés de lancer un vaste mouvement pour l'augmentation générale des salaires. Dans la ville de Managua où est concentrée la majorité de la classe ouvrière, eut lieu à la même époque une mobilisation explosive sur le problème des transports. La reconstruction de Managua après le tremblement de terre a laissé, en prime, de gigantesques quartiers ouvriers dans des conditions infra-humaines et éloignés de plusieurs kilomètres de la zone industrielle. Les entreprises de transport se sont converties

en monopole privilégié des chefs militaires et des partisans du régime. Le coût des transports est le plus élevé de l'Amérique centrale et représente plus de 15% des revenus d'un ouvrier spécialisé qui vit, par exemple, dans le quartier *Open*, où résident plus de 40% des travailleurs de Managua.

De plus, dès le début de 1978 commence une vaste campagne de dénonciation des crimes du régime. « Où sont nos frères? », se mettent à demander plus de 300 familles paysannes dont des membres, capturés par la GN, ont disparu.

Le mouvement étudiant et de vastes secteurs ouvriers avaient réalisé en même temps une puissante campagne en relation avec la lutte pour l'amélioration des conditions d'emprisonnement des détenus politiques.

Dans ce panorama de luttes ouvrières, communales, étudiantes et paysannes, les scandales du régime (vols, abus, crises) se sont succédés à un rythme accéléré. Les assassinats de paysans continuent. Le 26 décembre, un instituteur a été assassiné dans un autobus par une patrouille de la GN, devant des centaines de témoins, et sans le moindre prétexte. Ce n'est pas un cas isolé : des faits divers semblables sont fréquents. De fausses sociétés, créées par des hommes de main du régime qui ont obtenu des crédits de plusieurs millions du gouvernement, ont été découvertes, mais leurs membres restent impunis. Dans cette ambiance de corruption effrénée, même la banque Somoza s'est fait escroquer de plusieurs millions.

II

Les conditions favorables à une montée rapide du mouvement de masse étaient donc réunies au début de 1978. Le régime et la bourgeoisie l'ont compris clairement et essayé de le freiner en favorisant une sorte de « dialogue » entre l'opposition bourgeoise et la dictature. Le problème était posé comme un processus à long terme sur la base duquel on restructurerait l'appareil d'Etat en réussissant éventuellement à remplacer Somoza au pouvoir. Pour la bourgeoisie, opposée au régime, il s'agissait de toute façon de se libérer autant de Somoza que du mouvement de masse montant. En clair : se libérer de Somoza pour parvenir à stopper la montée des luttes populaires qui trouvaient finalement dans la dictature sanguinaire leur plus violent et plus puissant stimulant.

Quelques secteurs de la bourgeoisie, cependant, étaient arrivés à ces conclusions par des chemins détournés. En octobre 1977, tous les bourgeois ne pensaient pas de la même façon. A la suite d'une soudaine et spectaculaire maladie de Somoza, les illusions sur un déroulement rapide des événements s'avivèrent. Un groupe de personnalités, représentant des banquiers, de grands propriétaires terriens, des recteurs d'université, des membres du clergé et de « l'élite » intellectuelle opposée à Somoza, appelé par la suite le « groupe des 12 » fonda le Mouvement démocratique national.

Ce mouvement est né, étroitement lié au Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Son projet politique avoué est de développer un climat de chaos et d'instabilité politiques tels qu'il soit possible de regrouper des secteurs bourgeois militaires et impérialistes suffisamment larges pour obliger Somoza à abandonner le pouvoir. La force principale leur permettant d'atteindre ce but est, bien sûr, le FSLN lui-même. Il s'agit de lancer une offensive à grande échelle en attaquant les casernes des principales villes et de mener d'autres actions armées sur tout le territoire du Nicaragua.

San Carlos, Masaya et Granada ont vu les actions de petits groupes armés du Front; ils connurent échec sur échec. Malgré le courage et l'héroïsme déployés par les combattants sandinistes, au prix de nombreuses vies, leurs plans ne pouvaient pas réussir. Ils affrontaient seuls les forces de l'État. Seules les masses peuvent affronter avec succès la puissance extraordinaire du régime. Les sandinistes comptaient sur un soulèvement massif stimulé par leurs actions. Rien de tout cela n'est arrivé. L'initiative des masses est rarement la conséquence d'actions extérieures à leur propre processus, à leurs problèmes les plus immédiats, à leurs propres organisations.

Au début de l'année, l'échec de l'offensive du FSLN fut évident. Le « groupe des 12 » se plaça sur le terrain de la propagande, dénonçant la « tromperie » que constitue le dialogue avec Somoza, dont il était exclu, mais avec peu d'espoir réel de pouvoir peser sur le cours des événements.

III

Pendant ce temps, le mouvement de masse poursuivait son cours silencieux de façon discrète mais constante, se préparant à occuper le devant de la scène politique. L'assassinat de Joaquín Chamorro, le 10 janvier dernier, a servi de catalyseur à toute la colère contenue des masses travailleuses, précipitant un mouvement spectaculaire, né spontanément et sans direction révolutionnaire.

Bien que sur le terrain revendicatif, se produise une forte montée des luttes, sur le terrain strictement

politique, face au problème du gouvernement de la société, les masses ne parviennent pas à exprimer organiquement leurs propres aspirations. Entre le « dialogue » cherché par l'opposition bourgeoise et les illusions « à court terme », de type putschiste, alimentées par le « groupe des 12 » et le FSLN, aucun mouvement politique de masse, proprement anti-Somoza et de caractère politique n'avait réussi à s'ouvrir un chemin.

Quand Joaquín Chamorro fut assassiné, son association politique, l'Union démocratique de libération (UDEL) à laquelle se sont intégrées les deux fractions publiques du Parti socialiste nicaraguayen (PC du Nicaragua), était engagée dans un processus de pressions sur Somoza pour l'obliger à un certain type de « dialogue », avec l'opposition bourgeoise.

L'assassinat de Chamorro brisa les apparences même les plus minimes d'une perspective de dialogue avec le régime, et la spontanéité des masses est apparue au moment où le manque de perspectives politiques propres et l'absence de directions ouvrières reconnues et indépendantes de la bourgeoisie, se combinaient tragiquement. Les masses ont exprimé alors leur colère irrépressible, sans être politiquement dégagées de leurs illusions dans un secteur ou un autre de la bourgeoisie.

Soudain, certains phénomènes sont devenus quotidiens: des centaines d'incendies dans les usines, des supermarchés pillés, des attaques de banques, des affrontements avec une police qui tente de rester dans ses casernes, pour laisser passer la tourmente de la colère populaire, sans retenue, audacieuse... et sans direction politique aucune.

La bourgeoisie se voit alors contrainte de « rompre » avec Somoza. A certains moments, même les secteurs qui pratiquent le plus la collaboration avec le régime, comme le Parti conservateur, l'« opposition » officielle fabriquée par le gouvernement lui-même à l'Assemblée législative, en viennent à la rupture. Quelques jours plus tard, le 23 janvier, une « grève générale » est décidée par les associations patronales. Les ouvriers, payés d'avance, étaient

engagés à rester chez eux. L'arrêt général des activités s'est étendu à tout le pays. Terence Todman, le Sous-secrétaire d'État nord-américain pour les Affaires latino-américaines, a dû annuler son voyage au Nicaragua, prévu pour le 25 janvier.

Le lock-out patronal était autant dirigé contre Somoza que contre le mouvement même des masses. L'ambassade nord-américaine, devint le centre des échanges d'idées et des réunions des divers groupes patronaux. Il s'agissait de créer les conditions pour un passage pacifique à une nouvelle équipe gouvernementale. Il s'agissait en même temps de donner une réponse bourgeoise au mouvement de masse en le paralysant.

Toutes les formules furent examinées et ré-examinées en ces jours d'expectative et de silence national menaçant. Les groupes et clans au sein de l'armée furent « touchés » et différentes combinaisons proposées, sans trouver de solution. Pendant ce temps, on commençait à ne plus pouvoir contenir le mouvement de masse. Le lock-out devait cesser car le manque de résultats palpables stimulait la combativité des masses plus qu'il ne la contenait. Les rues commencèrent à se remplir à Managua, Diriamba, Matagalpa, León, Granada, Masaya... Des manifestations spontanées surgissaient de partout.

Il fallut cesser le lock-out au bout de deux semaines sans aucun résultat et cependant, la bourgeoisie ne perdit à aucun moment l'initiative. D'une façon ou d'une autre, les secteurs dirigeants les plus importants du mouvement ouvrier avaient réussi à ôter apparemment tout caractère de classe à la crise. Les uns avec un secteur bourgeois, les autres avec d'autres, tant le Parti socialiste nicaraguayen et les principaux syndicats, que le FSLN, avaient laissé la direction politique et l'élaboration du programme aux mains de la bourgeoisie.

Avec la fin du lock-out, un léger reflux se produisit, mais il devait forcément n'être que provisoire. Aucun des problèmes politiques n'avait été résolu et même sur le terrain revendicatif, nulle solution, même partielle n'était apparue.

Malgré la direction bourgeoise, les masses sortaient intactes du lock-out, sans avoir subi de défaite importante, sans affrontement ouvert décisif. Il a suffi de quelques semaines pour que l'armée doive s'ouvrir un chemin par le feu et le sang, dans le quartier indigène de Monimbo de Massaya et à Diriamba, où étaient apparues les premières formes d'organisation autonome des masses. Le massacre de Monimbo ne représenta pas une défaite décisive pour le mouvement des ouvriers, paysans et étudiants.

ments futurs plus décisifs et le besoin d'une direction révolutionnaire reste toujours aussi pressant.

IV

Le FSLN est une organisation guérillériste, née en 1962, dans le feu de la révolution cubaine et de la stratégie foquiste. Au cours des années qui ont suivi sa fondation, ses premiers dirigeants ont peu à peu disparu. En novembre 1976, Carlos Fonseca Amador, est mort assassiné par le régime; c'était le principal di-

la figure politique de gauche de plus grand renom national. Tomas Borges, actuellement emprisonné et dans des conditions extrêmement précaires, est le dernier survivant de la génération fondatrice du FSLN.

A la fin de 1975, la division interne du Front en deux fractions s'achève. Des militants sandinistes avaient commencé à développer des divergences par rapport à l'orientation de la direction. Ces divergences étaient nées surtout à l'étranger. Une fois au Nicaragua, leurs partisans commencèrent à gagner quelques sympathies à la base et finirent par rompre toutes relations et toute collaboration avec le reste du Front. La Tendance prolétarienne naquit et bien qu'apparaissant avec une ligne politique différente, ne regroupant qu'une petite minorité du FSLN et s'opposant évidemment à sa trajectoire et à sa tradition foquistes et aventuristes, elle s'obstine à conserver le nom de Front sandiniste de libération nationale. Sans doute le fait-elle pour profiter du prestige de ce sigle, mais elle contribue ainsi bien peu à faire la clarté sur sa propre ligne.

Autoproclamée marxiste-léniniste et prolétarienne, la forme organisationnelle de la Tendance prolétarienne est très loin d'être celle d'un parti léniniste. Sans congrès, sans droit de tendances organisées internes, son projet avoué pourtant, semble être la construction d'un parti révolutionnaire de masse. Deux aspects politiques centraux la sépare de l'autre secteur du FSLN : la nécessité d'un travail de masse et l'indépendance de classe.

Pour ce qui est du travail de masse, la Tendance critique l'autre partie du FSLN, qu'elle appelle « terceriste ». Ce nom leur vient de l'analyse que fait la direction nationale du Front qui se proclame la troisième (*tercera*) force politique du pays, les autres étant le somozisme (de Somoza) et la bourgeoisie anti-somoziste.

« Pour la tendance marxiste du FSLN, le caractère capitaliste de la société nicaraguayenne fait que la lutte fondamentale qu'on vit dans le pays n'est rien d'autre que la lutte de classes du prolétariat contre la bourgeoisie et son régime polit-



Managua, mars 1978 - manifestation de la presse après l'assassinat du propriétaire du journal « La Prensa », J. Chamorro.

La montée du mouvement populaire ne s'est pas arrêtée, car il n'y a pas eu de défaite et qu'aucun changement ne s'est produit au niveau politique officiel. Mais elle est également restée sans issue. La situation est grosse d'affronte-

ment et fondateur, une figure nationale de grande popularité et prestige. La mort de Carlos, dans l'isolement où il se trouvait à la suite des luttes fractionnelles internes, fut le coup le plus rude pour le FSLN. Avec sa disparition, le Front perdait

tique; la lutte d'autres classes n'a qu'un caractère complémentaire et de deuxième ordre. En ce sens, la lutte de petits groupes de conjurés ne se mène pas seulement en dehors de la lutte des classes, mais en général contre elle. La lutte des classes dans le système capitaliste est d'abord la lutte de classe du prolétariat, ce n'est pas le combat d'éléments isolés, un putsch, un complot. Cependant, pour le groupe «terceriste», détaché du FSLN dans le processus de clarification politique de l'année dernière, la lutte des classes est celle que mène le groupe lui-même, dans le dos, et indépendamment des masses. Le millimètre de déviation politique est devenu des années-lumière. Pour les «terceristes», la réalité nationale est formée d'actes isolés, réalisés par des individus isolés...» (Notre programme, une discussion nécessaire. In *Unité révolutionnaire*, No 3, page 47, 1977).

Ils critiquent aussi les relations avec la bourgeoisie :

« Le Parti socialiste, en s'accrochant comme wagon de queue à un mouvement démocratique bourgeois, a renoncé de fait à son indépendance politique et a confié la direction de son action à la bourgeoisie; il s'est dilué dans le mouvement bourgeois, devenant alors incapable d'impulser la lutte au-delà des limites étroites qu'imposent les intérêts des classes exploiteuses. Les actions aventuristes de la fraction terceriste du FSLN, isolées des masses, ne contribuent pas à fortifier le mouvement révolutionnaire et c'est la bourgeoisie qui les utilise comme moyen de pression pour exiger des concessions de la dictature. La politique des terceristes, comme celle du Parti socialiste, favorise uniquement la bourgeoisie et affaiblit la lutte révolutionnaire contre la dictature. » (*Cause sandiniste* No 2, 1978, La situation actuelle et nos tâches, p. 3).

Ils défendent d'autre part la nécessité d'une large unité ouvrière contre la dictature :

«Travailler infatigablement pour l'unité de toutes les organisations démocratiques et révolutionnaires dans un seul front populaire qui réunisse toutes les énergies populaires pour se lancer contre notre

ennemi hai. Ce front devra être en plus l'alternative organique concrète que le peuple devra opposer au front bourgeois, pour mener sa lutte indépendamment de la bourgeoisie. Cette unité devra se réaliser autour du programme révolutionnaire du prolétariat.» (*Cause sandiniste*, op. cit.).

L'axe programmatique de leur lutte semble être correct :

«Il s'agit essentiellement d'impulser résolument le mouvement pour les libertés démocratiques, indépendamment de la bourgeoisie, et de l'orienter vers l'insurrection armée des masses pour renverser par la révolution la dictature militaire de Somoza et d'établir un régime de démocratie populaire qui permette d'aller vers le socialisme sans s'arrêter à la démocratie bourgeoise.» (Op. cit. p. 4).

La tendance prolétarienne aborde donc les éléments centraux à partir desquels une direction révolutionnaire pourrait se construire. Cependant la traduction concrète de leurs positions n'est pas exempte de confusion.

Sur le travail de masse leur ligne est passablement contradictoire. Avant le lock-out patronal leur tâche dans le mouvement de masse était de :

«a) mobiliser résolument pour réclamer la liberté d'organisation politique et syndicale, repousser toute agression de la dictature contre tout secteur du peuple, appuyer de façon effective toute revendication démocratique dressée contre la dictature et essayer de transformer tout conflit particulier en conflit général du peuple contre la dictature; impulser avec n'importe quel motif l'action des masses pour approfondir et radicaliser le mouvement populaire pour les libertés démocratiques.

b) créer toutes sortes d'organisations démocratiques pour le prolétariat et ses alliés, pour organiser sa lutte contre la dictature. Nous devons impulser la création de syndicats, ligues paysannes, associations professionnelles, associations démocratiques de travailleurs, de femmes, de jeunes, des comités démocratiques de soldats, et toutes

sortes d'organisations de masse légales et illégales, déclarées ou clandestines. Sans organisations de masse, la lutte révolutionnaire contre la dictature ne peut se renforcer effectivement» (op. cit. p. 4).

Cependant, pendant et après le lock-out, c'est dans la traduction concrète de ces propositions organisationnelles, dans des conditions particulièrement cruciales, qu'en sont apparues les limites :

«Ce n'est que la violence organisée des masses qui pourra faire exploser l'appareil d'oppression et de mort qui soutient la dictature militaire.

«Les masses elles-mêmes ont pleinement compris cette nécessité, et en plusieurs endroits du pays sont apparus des commandos révolutionnaires du peuple, qui depuis leur création combattent la dictature par tous les moyens qu'ils possèdent. Ces commandos ont posé des bombes chez des sbires notoires, ont incendié de petites installations militaires, ont saboté les transports; ils défendent les manifestations et autres activités des masses, ont détruit les locaux du parti somoziste, etc. A mesure que les masses travailleuses s'organisent en commandos, et donnent libre cours à leur initiative créatrice, le type d'action et leurs dimensions augmentent de jour en jour». (L'organisation de combat des masses dans «les leçons de janvier», avril 1978, p.14).

La forme concrète des organisations de masse est donc les commandos révolutionnaires.

«Tout groupe de deux, trois ou quatre personnes prêtes à combattre la dictature peut former un commando, sans que l'âge ou le sexe importent, la seule chose importante étant le désir ardent de voir notre Patrie libérée de l'oppression somoziste, pour construire un pays démocratique où les travailleurs aient une vie digne assurée. Ces commandos doivent s'armer avec tout ce qu'ils ont sous la main ou peuvent se procurer, meche, revolver, cocktail molotov, bombe... tout sert à combattre l'ennemi. On peut fabriquer une bombe, un couteau peut servir à obtenir un revolver, et celui-ci pour obtenir un fusil». (Op. cit. p. 15-16).

De toute évidence, on voit que ces positions sont peu différentes de celles qu'ils critiquaient au départ chez ceux qu'ils appellent « terceristes ». D'une certaine façon, ils sont conscients d'appliquer une ligne qui n'est guère différente de celle qu'ils critiquaient.

C'est pourquoi ils se sentent obligés de lui donner une justification idéologique, essayant de présenter leurs conignes comme une forme de travail de masse, tout en la distinguant de la ligne de la direction nationale du Front sandiniste « terceriste ».

« Il ne s'agit pas que de petits groupes armés fassent des actions spectaculaires. Il s'agit que tout le peuple travailleur, dans la mesure de ses possibilités, s'incorpore à la lutte armée révolutionnaire, il s'agit de lever une vague irrépressible de violence populaire partout, et sous toutes les formes possibles, depuis lancer des pierres sur un Becat, jusqu'à attaquer et détruire une installation militaire. » (Op. Cit. p. 16).

« Un jour proche ces petits commandos qui commencent à se former et à combattre, deviendront une véritable armée du peuple, instrument indestructible du combat pour écraser l'ennemi hâi, et assurer le régime de démocratie populaire que nous devons construire sur ses ruines. » (Op. cit. p. 15).

Cette confusion sur les formes du travail de masse, et des organisations populaires n'est pas un phénomène nouveau ou isolé chez la Tendance prolétarienne. Dans sa façon d'aborder le problème du travail de masse, elle a toujours eu des aspects ultra-gauches.

Quand elle critiquait les actions spectaculaires de ceux qu'elle appelle « terceristes », elle ne le faisait pas sur la forme de la ligne politique, en soi, mais sur la méthode et l'opportunité de sa mise en pratique.

« Au moment où a été menée l'action du 27 décembre 1974, la crise n'était pas assez profonde, et les masses aussi bien que l'avant-garde n'étaient pas suffisamment préparées pour se lancer résolument à la conquête de la « forteresse ennemie. » (Unité révolutionnaire, no 1, p. 27, janvier 1977).

Et plus récemment :

« La grande erreur de ces camarades, qui les conduit rapidement à la banqueroute politique, est leur profond manque de confiance dans le potentiel révolutionnaire des classes laborieuses de notre pays. Apparemment ils exaltent la capacité combative de notre peuple en disant que les masses sont avides de se lancer dans l'insurrection, mais n'y croient pas. Sinon ils se seraient préoccupés d'organiser la population avant les combats, afin que les masses y prennent part. » (Cause sandiniste, no 2, p. 7, janvier 1978).

Ils montrent une méfiance évidente dans le fait que la classe ouvrière puisse combattre avec ses formes traditionnelles de lutte et essaient de la supplanter en introduisant de nouveaux éléments.

« Nous voyons donc que ce qui en d'autres temps fut l'instrument de lutte le plus efficace des travailleurs nicaraguayens est réduit aujourd'hui à n'avoir qu'une faible portée, toujours douteuse, et qu'il faut définitivement d'autres formes de lutte qui, se produisant en même temps que la grève, frappent durement la bourgeoisie. »

« Tout semble donc indiquer que nous devons chercher de nouvelles formes, de nouvelles méthodes de lutte, de nouvelles formes de pression; utilisées conjointement avec les mouvements résolus des masses, et laissant au second plan les luttes à contenu légal, elles seraient dirigées de façon certaine contre les capitalistes, et parviendraient à être des moyens de pression efficaces pour obliger le capital à céder devant le mouvement ouvrier. Formes de pression qui forcément devront être plus violentes et plus décidées que la grève elle-même, qui pourront aller du boycottage de la production au boycottage des machines et jusqu'aux actions directes et spécifiques des masses en conflit avec des éléments du patronat. » (Unité révolutionnaire, no 3, p. 30).

Quant à la question de l'indépendance de classe, nous voyons aussi que la Tendance prolétarienne, tout en critiquant correctement les alliances bourgeoises existantes, n'est pas exempte de confusion dans sa façon de poser les problèmes. Sa formule de gouvernement par exemple :

« Un gouvernement populaire formé de représentants ouvriers, paysans, étudiants et intellectuels progressistes où auraient leur place toutes les couches démocratiques de la société. » (Cause sandiniste, no 2, p. 6).

Le 27 janvier 1978, elle lance un appel à l'union des forces contre la dictature :

« Le Front sandiniste FSLN prolétarien appelle les travailleurs et le peuple entier à organiser des Comités populaires de lutte sur tous les lieux de production, dans tous les quartiers, et partout où il y a des travailleurs et des patriotes nicaraguayens. Ces comités doivent montrer aux masses les objectifs démocratiques et révolutionnaires de la lutte, mobiliser le peuple autour de ces objectifs, et impulser le mouvement vers le renversement de la dictature militaire. Ces comités doivent être les instruments des masses exploitées et opprimées dans leur lutte pour la démocratie populaire, et tous doivent s'unir, se coordonner pour impulser la lutte indépendante de la bourgeoisie. L'union et l'organisation des travailleurs sont les axes du triomphe révolutionnaire. »

« Le FSLN prolétarien, conscient de ce que l'unité des forces démocratiques et progressistes est aujourd'hui la condition indispensable pour achever cette lutte par la victoire des masses exploitées, appelle les organisations révolutionnaires et démocratiques à unir leurs forces autour des objectifs que nous avons avancés. » (Communiqué no 6 publié dans Cause sandiniste, no 2, p. 22).

Dans le même appel, sa formule de gouvernement est confuse :

« ... Un gouvernement démocratique, populaire et révolutionnaire où tous les travailleurs puissent s'assurer une représentation qui corresponde à leur poids dans la société. » (Op. cit. p. 22).

A cet endroit, la Tendance expose les tâches de ce gouvernement avec beaucoup moins de clarté que lorsqu'elle parle de la révolution socialiste sans étapes capitalistes. Il est significatif que ceci se produise

précisément au moment où la grève générale - le lock-out - commence à poser aux yeux des masses le problème du pouvoir.

«Ce gouvernement devra être l'instrument des travailleurs pour ouvrir la voie au progrès social, et pour effectuer les transformations sociales et économiques qui nous mènent à une société libre de l'exploitation et de l'oppression.» (Op. cit., p. 22).

De toutes façons, il est évident que la problématique que pose la Tendance prolétarienne, nous permet un terrain commun de discussion et une clarification politique dont nous, marxistes-révolutionnaires, devons profiter.

La Tendance prolétarienne a eu peu d'influence dans les propres rangs du FSLN. Bien qu'elle tende à dominer dans les groupes en exil, sa présence dans le pays est faible, fondamentalement concentrée dans des cercles universitaires, étudiants, et travail au niveau communal, réalisé conjointement avec une organisation chrétienne, le MCR. Elle tend à exagérer, à l'extérieur surtout, sa propre participation aux événements.

«... des milliers et des milliers de personnes se regroupèrent le long de la Route du Nord, pour atteindre le nombre total de 10000.»

«Ce fut réellement un soulèvement populaire»

«Ce fut réellement un soulèvement populaire (souligné par l'auteur). Si nous avions eu plus d'organisation, nous aurions pu le généraliser à toute la ville, à tout le pays. Si nous avions eu des armes, nous aurions parfaitement pu prendre les casernes de la GN, et prendre la ville. C'est pourquoi nous devons progresser dans ces deux aspects : organisation et armes.»

«La réponse de la GN a été incapable de dissimuler notre immense victoire (souligné par l'auteur) (Cause sandiniste, no 2, p. 13).»

Il est possible aussi que la confusion politique de la Tendance prolétarienne exprime un manque d'homogénéité dans ses rangs, car elle possède très probablement des cadres extrêmement proches des

positions marxistes-révolutionnaires. La discussion avec cette tendance est donc d'autant plus importante pour renforcer en son sein les aspects progressistes d'une ligne qui, bien que de façon confuse, touche aux axes de la politique révolutionnaire.

Par ailleurs le FSLN, que la Tendance prolétarienne appelle «tercerista», se contente de lutter dans l'immédiat pour le renversement de la dictature, et tout en proclamant cet objectif, il s'unit à des secteurs de la bourgeoisie et appelle à un Front large antisomoziste, en ces termes :



Nicaragua - Le corps du général Perez Vega, retrouvé mort, recouvert du drapeau du FSLN - mars 1978.

«Dans ces groupes de l'Initiative privée, apparaît dans la conjoncture politique actuelle une tendance qui regroupe des chefs d'entreprise, des membres de professions libérales et des cadres; ils ne prétendent pas se constituer en parti politique; ils se qualifient de défenseurs des droits de centre-gauche, sur la base de l'unité politique nicaraguayenne; ils tentent de trouver une issue démocratique à la situation actuelle. Nous nous référons au Mouvement démocratique national récemment constitué. Il existe le groupe appelé «groupe des douze». Formé de membres de professions libérales, d'intellectuels, de chefs d'entreprise et de religieux, ils épaulent patriotiquement la lutte populaire dirigée par le Front sandiniste. (...)

«Pour les forces populaires dont le Front sandiniste forme l'avant-garde, et pour les autres forces politiques il y a un point de convergence stratégique pour en arriver à ce moment-là : le renversement de la dictature de Somoza. (...)

«Nous observons une modalité tout à fait nouvelle dans l'histoire politique du Nicaragua : les forces politiques non populaires se regroupent autour du Front sandiniste. (...)

«Et c'est donc quand le programme minimum (revendicatif) du FSNL s'impose comme le seul guide capable de rassembler les forces ré-

volutionnaires populaires et les forces démocratiques bourgeoises et de les diriger vers le renversement de la dictature de Somoza par un gouvernement démocratique et populaire, qu'il porte le développement de la révolution populaire sandiniste. (...)

«Il en ressort que pour mener à bien le renversement de la dictature de Somoza, à court terme et avec la participation des forces politiques concernées, l'alliance de toutes ces forces en un Front large antisomoziste, fondé sur les convergences programmatiques et l'unité d'action, est nécessaire.» (Sur le Front large antisomoziste, dans Lutte sandiniste, d'avril 1978, p. 9).

Une autre tendance du FSNL qui s'appelle tendance de la « Guerre prolongée » et dont la principale divergence avec le Front sandiniste était le choix de ce dernier de l'escalade militaire à court terme, se trouve à l'heure actuelle engagée dans un processus de réconciliation avec les « terceristes ». Le développement des événements au Nicaragua et sa propre faiblesse l'ont amenée à considérer ses divergences comme mineures et à travailler dans une seule organisation centralisée.

Le FSLN est reconnu et considéré par les masses populaires comme l'organisation la plus prestigieuse. Pas de manifestation populaire sans qu'il soit question du FSLN. Malgré son peu de liens avec les organisations de masse, le FSLN, ce qui contraste avec les deux autres fractions du PSN, focalise toute la population du pays et symbolise même la lutte contre la dictature. C'est pour cette raison que les erreurs politiques, les conceptions ambiguës ou confuse qu'on rencontre au sein du FSLN risquent d'avoir des effets désastreux pour le mouvement de masse lui-même.

Pour le moment, dans le développement de la plus importante montée des masses de l'histoire du pays, le FSLN se montre tout simplement incapable de former, avec toutes ses tendances, la direction du mouvement. Le problème de la direction révolutionnaire reste sans solution au Nicaragua.

V

Somoza n'est pas tombé après 15 jours de lock-out, et aucune fraction de la bourgeoisie n'a reçu un appui suffisant de l'impérialisme pour tenter une formule de rechange. La montée elle-même du mouvement de masse rendait sérieusement risquée toute nouvelle solution bourgeoise. Le meilleur garant immédiat des intérêts bourgeois restait l'appareil d'Etat somoziste lui-même, mais en même temps, le somozisme restait le facteur majeur d'instabilité sociale et politique.

C'est là la contradiction qui fait que les camps politiques se délimitent chaque fois plus précisément.

La crise progresse sans changements importants et sans que soient résolus les problèmes politiques les plus élémentaires. Ce qui tend à l'aiguiser est en même temps ce qui ruine les solutions de rechange bourgeoises et crée une situation dans laquelle les masses sont chaque fois mieux préparées pour comprendre les clivages politiques de classe et rejeter les solutions de collaboration avec des secteurs de la bourgeoisie.

A ce niveau, les masses prennent spontanément entre leurs mains les revendications les plus directement liées à leurs propres intérêts de classe. Cela apparaît dans les luttes quotidiennes et le problème fondamental est de construire un parti capable de mener un combat réel pour l'unité indépendante du mouvement des classes exploitées et de centraliser toutes ces exigences autour d'une formule prolétarienne de gouvernement.

La crise économique, amplifiée par la crainte logique de la bourgeoisie de faire de nouveaux investissements est un facteur qui accroît la combativité des masses. Les aspirations ouvrières et paysannes se centrent sur le problème de la terre, du logement, des libertés politiques et de façon particulière et immédiate, sur le problème de l'armée, de la répression et des prisonniers politiques. Dans cette période de reflux relatif, la lutte pour l'amnistie des détenus politiques reste une revendication mobilisatrice.

En face du problème de l'armée somoziste, les organisations de gauche n'ont pas toujours su prendre un cours politique correct pour accentuer la décomposition interne de la Garde nationale. Une chose doit être claire, ce qu'il faut au mouvement ouvrier, c'est le démantèlement complet de l'armée. L'appareil parasitaire de la Garde nationale se confond en grande partie avec l'Etat, et sa destruction mettrait à découvert et démantèlerait l'Etat bourgeois. La GN doit être désarmée, détruite. Le mot d'ordre central pour s'adresser aux secteurs de l'armée sensibilisés par le mouvement de masse doit être de les appeler à quitter l'uniforme. Le mot

d'ordre central pour les masses doit être de désarmer, paralyser et démanteler l'armée.

Toute incohérence sur cette question risque d'avoir des conséquences désastreuses. Ces conséquences seront maximales quand la montée du mouvement de masse sera capable, et les délais en sont imprévisibles, de mener à bien, même partiellement, ces objectifs.

Au Nicaragua l'armée est composée de volontaires, en majorité d'origine paysanne. Le faible niveau de la solde est partie intégrante d'une structure qui « éduque » le soldat au pillage et au crime pour compléter, abondamment, sa paie mensuelle. Même lorsqu'ils ne sont plus soldats, les membres de la GN font partie de la réserve civile, ils continuent à jouir de nombreux privilèges et pratiquent la rapine.

Dans ces conditions, nous, révolutionnaires, ne considérons pas les forces de répression comme des travailleurs, l'armée du Nicaragua est un gigantesque appareil de policiers-gangsters. Ce ne sont pas des travailleurs. L'exercice de leurs fonctions répressives n'est pas une dépense de force de travail. Nous ne considérons pas la répression comme un travail.

La gauche nicaraguayenne n'a pas été claire sur ce problème. Elle a souvent considéré l'armée comme un secteur de travailleurs opprimés comme les autres, ouvriers et paysans. Quand, le 27 décembre 1974, les sandinistes prirent plusieurs otages, parmi les demandes formulées pour leur libération on trouvait celle-ci : augmentation immédiate de la solde des soldats et sous-officiers de la GN.

Dans les dernières semaines et au milieu d'une montée extraordinaire des masses, certains secteurs de la gauche considéraient toujours que la lutte pour la syndicalisation (!) de la GN était un élément d'accélération de sa liaison avec le mouvement populaire. Ce problème est un élément important d'un débat éducatif et politique, les marxistes-révolutionnaires sauront l'utiliser.

VI

Quelques secteurs de la gauche, à l'étranger, arborèrent pendant quelques temps la formule de gouvernement : « *Tout le pouvoir au Front sandiniste* ». Le mouvement de masse du Nicaragua n'est pas encore parvenu à établir une forme propre de pouvoir. Cela est lié aux illusions qui existent dans les masses qui font confiance à des secteurs bourgeois. Il en résulte des conséquences directes pour le mouvement : si les masses mettent leur confiance dans des secteurs bourgeois, elles se désarment elles-mêmes politiquement et organisationnellement. Le développement d'organes autonomes de pouvoir du mouvement populaire est lié à une rupture politique avec la bourgeoisie.

Les révolutionnaires doivent faire de la propagande pour un gouvernement ouvrier et paysan, à chaque phase de la lutte. A certains moments précis, quand apparaissent des organes de pouvoir, il faut identifier devant les masses l'organe concret de leur propre pouvoir indépendant. Cela ne se produit pas toujours et parfois les masses identifient leurs aspirations au pouvoir avec leurs organisations politiques de masse. Dans ce cas, la propagande et l'agitation révolutionnaire appellent pédagogiquement à une formule de pouvoir de ces organisations politiques ouvrières, indépendamment de tout secteur bourgeois.

Est-ce que, par exemple, il serait révolutionnaire et pédagogique d'appeler, dans les conditions actuelles, le FSLN à assumer tout le pouvoir ? Malgré toute la sympathie populaire dont il jouit, il est loin d'être une organisation de masse. Par ailleurs, et ceci est dû à la ligne politique même des sandinistes, les masses ne considèrent pas le FSLN comme une organisation de classe, elles ne focalisent pas sur lui leurs aspirations de lutte classe contre classe. Le Front sandiniste lui-même n'a qu'un poids politique assez réduit si nous le comparons, par exemple, à celui du Mouvement du 26 juillet à Cuba en 1959.

L'appel général au pouvoir du Front est une formule confuse politiquement parce qu'elle fait abstraction des alliances qu'il a conclues avec des secteurs bourgeois. Si l'on fait cette abstraction, le caractère de classe de l'appel au pouvoir du Front reste occulté.

Il est un fait évident : le secteur le plus important de l'avant-garde, radicalisé et poliquement engagé au Nicaragua, se trouve soit dans les rangs du Front, soit parmi ses sympathisants actifs. La construction du parti révolutionnaire au Nicaragua ne peut se réaliser sans tenir compte de ce phénomène patent. Le dialogue et la polémique avec le Front sont une tâche nécessaire dans le processus de construction du parti révolutionnaire.

Voiler les divergences ou adopter des formes opportunistes d'adaptation au Front ne rendront pas cette tâche plus aisée.

Un autre danger pour le développement du marxisme-révolutionnaire serait de développer une politique octroyant un certain crédit politique à la Tendance prolétarienne, par opposition aux autres tendances. Sans aucun doute, la Tendance prolétarienne a un certain aspect progressiste dans son approche du problème politique des masses et nous, marxistes-révolutionnaires, devons nous efforcer de nous appuyer là-dessus pour la pousser à se rapprocher de nos positions.

Le Front sandiniste (la fraction appelée « terceriste ») bénéficie d'une majorité écrasante de militants dans le pays, sa direction est celle qui a le plus de prestige social et c'est à elle que les masses pensent chaque fois qu'elles crient « vive le FSLN ». Il n'y a aucune raison politique qui puisse nous amener à donner un crédit politique relatif à une des fractions plutôt qu'à une autre. Ce sont là les conditions générales qui nous permettront aussi bien d'ouvrir le dialogue, la coopération et la polém-

mique avec les deux tendances, que d'aider à la clarification politique du débat.

VII

Un nouveau spectre menace le mouvement des opprimés, la terreur d'extrême-droite. Dans les dernières semaines, plusieurs groupes paramilitaires ont été organisés, le plus connu d'entre eux est la *Main Blanche* (Mano Blanca). Les premiers assassinats de dirigeants politiques ont commencé. L'expérience du Guatemala montre que ce terrorisme de droite est capable de tuer des milliers ou des dizaines de milliers de personnes. L'impuissance de l'appareil d'Etat à réaliser lui-même, ouvertement, un tel génocide au moins dans les zones urbaines, l'entraîne à construire cet instrument organique « secret » qui n'est rien d'autre que l'armée elle-même déguisée en civil.

Le Nicaragua a devant lui un long processus de luttes et d'affrontements de classes, de crises politiques, d'intrigues de palais et de guerres intestines entre clans militaires et fractions de la bourgeoisie. Les aspirations des masses ne peuvent être satisfaites que par leur propre action indépendante. Malgré les retards que peuvent entraîner les coalitions et les compromis de leurs organisations politiques avec des secteurs bourgeois, la lutte pour la terre, pour le logement, pour les libertés démocratiques, pour le démantèlement du crime organisé sous l'uniforme militaire, resteront toujours à l'ordre du jour et ne trouveront pas de solution. Ce long processus de luttes populaires de caractère massif qui s'annonce, donnera aux marxistes-révolutionnaires nicaraguayens, organisés dans la Ligue Marxiste révolutionnaire, malgré leurs faibles forces actuelles, l'occasion de démontrer aux masses leurs capacités de construction d'une direction révolutionnaire. La clarté programmatique et politique du marxisme révolutionnaire dote les trotskystes nicaraguayens d'un instrument inappréciable pour pouvoir répondre sous la forme adéquate aux aspirations des masses et à la crise de direction révolutionnaire dont souffre le Nicaragua.